

Journal officiel

des Communautés européennes

ISSN 0378-7060

L 388

25^e année

31 décembre 1982

Édition de langue française

Législation

Sommaire

I *Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité*

.....

II *Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité*

Conseil

82/972/CEE:

- ★ Convention relative à l'adhésion de la République hellénique à la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, ainsi qu'au protocole concernant son interprétation par la Cour de justice, avec les adaptations y apportées par la convention relative à l'adhésion du royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

1

II

(Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité)

CONSEIL

CONVENTION

relative à l'adhésion de la République hellénique à la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, ainsi qu'au protocole concernant son interprétation par la Cour de justice, avec les adaptations y apportées par la convention relative à l'adhésion du royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

(82/972/CEE)

PRÉAMBULE

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES AU TRAITÉ INSTITUANT LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE,

CONSIDÉRANT que la République hellénique, en devenant membre de la Communauté, s'est engagée à adhérer à la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale et au protocole concernant l'interprétation de cette convention par la Cour de justice, avec les adaptations y apportées par la convention relative à l'adhésion du royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et à entamer à cet effet des négociations avec les États membres de la Communauté pour y apporter les adaptations nécessaires,

ONT DÉCIDÉ de conclure la présente convention et ont désigné à cet effet comme plénipotentiaires:

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES:

Jean GOL,
vice-premier ministre,
ministre de la justice et des réformes institutionnelles;

SA MAJESTÉ LA REINE DE DANEMARK:

Erik NINN-HANSEN,
ministre de la justice;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE:

Hans Arnold ENGELHARD,
ministre fédéral de la justice;
Dr Günther KNACKSTEDT,
ambassadeur de la république fédérale d'Allemagne au Luxembourg;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE:

Georges-Alexandre MANGAKIS,
ministre de la justice;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE:

Robert BADINTER,
garde des sceaux,
ministre de la justice;

LE PRÉSIDENT DE L'IRLANDE:

Seán DOHERTY,
ministre de la justice;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE:

Clelio DARIDA,
ministre de la justice;

SON ALTESSE ROYALE LE GRAND-DUC DE LUXEMBOURG:

Colette FLESCHE,
vice-président du gouvernement,
ministre de la justice;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS:

J. de RUITER,
ministre de la justice;

SA MAJESTÉ LA REINE DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE
DU NORD:

Peter Lovat FRASER, Esquire,
solicitor-general pour l'Écosse,
département du lord advocate;

LESQUELS, réunis au sein du Conseil, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme,

SONT CONVENUS DES DISPOSITIONS QUI SUIVENT:

TITRE PREMIER

Dispositions générales

Article premier

1. La République hellénique adhère à la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, signée à Bruxelles le 27 septembre 1968, ci-après dénommée «convention de 1968», et au protocole concernant son interprétation par la Cour de justice, signé à Luxembourg le 3 juin 1971, ci-après dénommé «protocole de 1971», avec les adaptations y apportées par la convention relative à l'adhésion du royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, à la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, ainsi qu'au protocole concernant son interprétation par la Cour de justice, signée à Luxembourg le 9 octobre 1978 et ci-après dénommée «convention de 1978».

2. L'adhésion de la République hellénique s'étend notamment à l'article 25 paragraphe 2 et aux articles 35 et 36 de la convention de 1978.

Article 2

Les adaptations apportées par la présente convention à la convention de 1968 et au protocole de 1971, tels qu'ils ont été adaptés par la convention de 1978, figurent aux titres II à IV.

TITRE II

Adaptations de la convention de 1968

Article 3

À l'article 3 deuxième alinéa de la convention de 1968, modifié par l'article 4 de la convention de 1978, le tiret suivant est inséré entre le troisième et le quatrième tiret:

«— en Grèce: l'article 40 du code de procédure civile (Κώδικας Πολιτικής Δικονομίας)».

Article 4

À l'article 32 premier alinéa de la convention de 1968, modifié par l'article 16 de la convention de 1978, le tiret suivant est inséré entre le troisième et le quatrième tiret:

«— en Grèce, au μονομελές πρωτοδικείο».

Article 5

1. À l'article 37 premier alinéa de la convention de 1968, modifié par l'article 17 de la convention de 1978, le tiret suivant est inséré entre le troisième et le quatrième tiret:

«— en Grèce, devant l'έφετείο».

2. À l'article 37 deuxième alinéa de la convention de 1968, modifié par l'article 17 de la convention de 1978, le premier tiret est remplacé par le texte suivant:

«— en Belgique, en Grèce, en France, en Italie, au Luxembourg et aux Pays-Bas, que d'un pourvoi en cassation».

Article 6

À l'article 40 premier alinéa de la convention de 1968, modifié par l'article 19 de la convention de 1978, le tiret suivant est inséré entre le troisième et le quatrième tiret:

«— en Grèce, devant l'έφετείο».

Article 7

À l'article 41 de la convention de 1968, modifié par l'article 20 de la convention de 1978, le premier tiret est remplacé par le texte suivant:

«— en Belgique, en Grèce, en France, en Italie, au Luxembourg et aux Pays-Bas, que d'un pourvoi en cassation».

Article 8

L'article 55 de la convention de 1968, modifié par l'article 24 de la convention de 1978, est complété par l'adjonction suivante qui est insérée à sa place dans la liste des conventions suivant l'ordre chronologique:

«— la convention entre le royaume de Grèce et la république fédérale d'Allemagne sur la reconnaissance et l'exécution réciproques des jugements, transactions et actes authentiques en matière civile et commerciale, signée à Athènes le 4 novembre 1961».

TITRE III

Adaptation du protocole annexé à la convention de 1968*Article 9*

L'article V *ter* ajouté au protocole annexé à la convention de 1968 par l'article 29 de la convention de 1978 est complété, à la première phrase, par l'insertion d'une virgule et des termes «en Grèce» après le terme «Danemark».

TITRE IV

Adaptations du protocole de 1971*Article 10*

L'article 1^{er} du protocole de 1971, modifié par l'article 30 de la convention de 1978, est complété par l'alinéa suivant:

«La Cour de justice des Communautés européennes est également compétente pour statuer sur l'interprétation de la convention relative à l'adhésion de la République hellénique à la convention du 27 septembre 1968 et au présent protocole, tels qu'ils ont été adaptés par la convention de 1978».

Article 11

À l'article 2 point 1 du protocole de 1971, modifié par l'article 31 de la convention de 1978, le tiret suivant est inséré entre le troisième et le quatrième tiret:

«— en Grèce, τα άνώτατα δικαστήρια».

TITRE V

Dispositions transitoires*Article 12*

1. La convention de 1968 et le protocole de 1971, modifiés par la convention de 1978 et par la présente convention, ne sont applicables qu'aux actions judiciaires intentées et aux actes authentiques reçus postérieurement à l'entrée en vigueur de la présente convention dans l'État d'origine et, lorsque la reconnaissance ou l'exécution d'une décision ou d'un acte authentique est demandée, dans l'État requis.

2. Toutefois, dans les rapports entre l'État d'origine et l'État requis, les décisions rendues après la date d'entrée en vigueur de la présente convention à la suite d'actions intentées avant cette date sont reconnues et exécutées conformément aux dispositions du titre III de la convention de 1968, modifiée par la convention de 1978 et par la présente convention, si la compétence était fondée sur des règles

conformes aux dispositions du titre II modifié de la convention de 1968 ou aux dispositions prévues par une convention qui était en vigueur entre l'État d'origine et l'État requis lorsque l'action a été intentée.

TITRE VI

Dispositions finales

Article 13

Le secrétaire général du Conseil des Communautés européennes remet au gouvernement de la République hellénique une copie certifiée conforme de la convention de 1968, du protocole de 1971 et de la convention de 1978, en langues allemande, anglaise, danoise, française, irlandaise, italienne et néerlandaise.

Les textes de la convention de 1968, du protocole de 1971 et de la convention de 1978, établis en langue grecque, sont annexés à la présente convention. Les textes établis en langue grecque font foi dans les mêmes conditions que les autres textes de la convention de 1968, du protocole de 1971 et de la convention de 1978.

Article 14

La présente convention sera ratifiée par les États signataires. Les instruments de ratification seront déposés auprès du secrétaire général du Conseil des Communautés européennes.

Article 15

La présente convention entrera en vigueur, dans les rapports entre les États qui l'auront ratifiée, le premier jour du troisième mois suivant le dépôt du dernier instrument de ratification par la République hellénique et les États qui ont mis en vigueur la convention de 1978 conformément à l'article 39 de ladite convention.

Elle entrera en vigueur, pour chaque État membre ratifiant postérieurement, le premier jour du troisième mois suivant le dépôt de son instrument de ratification.

Article 16

Le secrétaire général du Conseil des Communautés européennes notifiera aux États signataires:

- a) le dépôt de tout instrument de ratification;
- b) les dates d'entrée en vigueur de la présente convention pour les États contractants.

Article 17

La présente convention, rédigée en un exemplaire unique, en langues allemande, anglaise, danoise, française, grecque, irlandaise, italienne et néerlandaise, les huit textes faisant également foi, sera déposée dans les archives du secrétariat du Conseil des Communautés européennes. Le secrétaire général en remettra une copie certifiée conforme à chacun des gouvernements des États signataires.

Til bekræftelse heraf har undertegnede behørigt befuldmægtigede underskrevet denne konvention.

Zu Urkund dessen haben die hierzu gehörig befugten Unterzeichneten ihre Unterschriften unter dieses Übereinkommen gesetzt.

Σέ πίστωση τῶν ἀνωτέρω οἱ ὑπογράφωντες πληρεξούσιοι ἔθεσαν τήν ὑπογραφή τους κάτω ἀπό τήν παρούσα σύμβαση.

In witness whereof the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Convention.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention.

Dá fhianú sin, shínigh na daoine seo thíos, arna n-údarú go cuí chuige sin, an Coinbhinsiún seo.

In fede di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tal fine, hanno firmato la presente convenzione.

Ten blijke waarvan de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, hun handtekening onder dit Verdrag hebben geplaatst.

Udfærdiget i Luxembourg, den femogtyvende oktober nitten hundrede og toogfirs.

Geschehen zu Luxemburg am fünfundzwanzigsten Oktober neunzehnhundertzweiundachtzig.

Έγινε στο Λουξεμβούργο, στις είκοσι πέντε 'Οκτωβρίου χίλια έννιακόσια όγδόντα δύο.

Done at Luxembourg on the twenty-fifth day of October in the year one thousand nine hundred and eighty-two.

Fait à Luxembourg, le vingt-cinq octobre mil neuf cent quatre-vingt-deux.

Arna dhéanamh i Lucsamburg an cúigiú lá is fiche de mhí Dheireadh Fómhair sa bhliain míle naoi gcéad ochtó a dó.

Fatto a Lussemburgo, addì venticinque ottobre millenovecent ottantadue.

Gedaan te Luxemburg, de vijfentwintigste oktober negentienhonderd tweeëntachtig.

Pour Sa Majesté le Roi des Belges

Voor Zijne Majesteit de Koning der Belgen



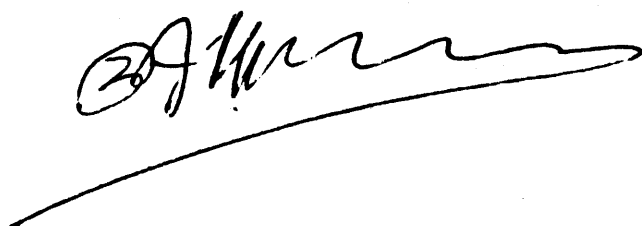
For Hendes Majestæt Danmarks dronning



Für den Präsidenten der Bundesrepublik Deutschland



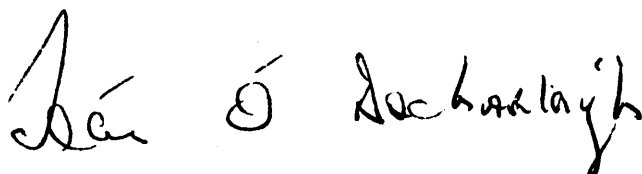
Γιά τόν Πρόεδρο τής Έλληνικης Δημοκρατίας



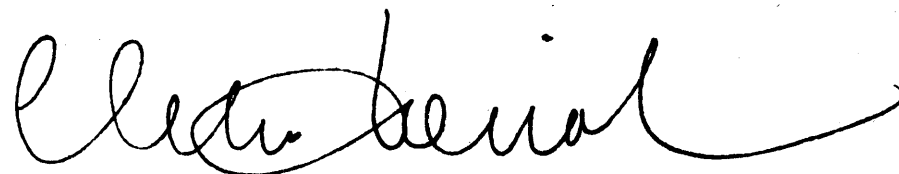
Pour le président de la République française



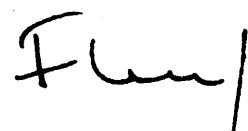
Thar ceann Uachtarán na hÉireann



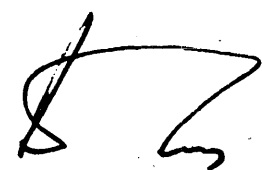
Per il presidente della Repubblica italiana



Pour Son Altesse Royale le Grand-duc de Luxembourg



Voor Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden



For Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland



ΣΥΜΒΑΣΗ

γιά τή διεθνή δικαιοδοσία καί τήν εκτέλεση αποφάσεων σέ άστικές καί έμπορικές υποθέσεις

ΠΡΟΟΙΜΙΟ

ΤΑ ΥΨΗΛΑ ΣΥΜΒΑΛΛΟΜΕΝΑ ΜΕΡΗ ΣΤΗ ΣΥΝΘΗΚΗ ΠΕΡΙ ΙΔΡΥΣΕΩΣ ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΑΪΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΗΣ ΚΟΙΝΟΤΗΤΑΣ,

Έπιθυμώντας νά θέσουν σέ έφαρμογή τίς διατάξεις του άρθρου 220 τής συνθήκης αυτής, δυνάμει του όποιου ανέλαβαν τήν υποχρέωση νά εξασφαλίσουν τήν άπλούστευση των διατυπώσεων γιά τήν άμοιβαία αναγνώριση καί εκτέλεση των δικαστικών αποφάσεων,

Μεριμνώντας γιά τήν ενίσχυση στήν Κοινότητα τής έννομης προστασίας των έγκατεστημένων σέ αυτή προσώπων,

Έκτιμώντας ότι πρός τό σκοπό αυτό προέχει νά καθορισθεί ή διεθνής δικαιοδοσία των δικαστηρίων τους, νά διευκολυνθεί ή αναγνώριση καί νά θεσπισθεί ταχεία διαδικασία γιά τήν εκτέλεση των αποφάσεων καθώς καί των δημόσιων έγγραφων καί των δικαστικών συμβιδιασμών,

Άποφάσισαν νά συνάψουν τήν παρούσα σύμβαση καί πρός τό σκοπό αυτό όρισαν πληρεξουσίους:

Η ΑΥΤΟΥ ΜΕΓΑΛΕΙΟΤΗΤΑ Ο ΒΑΣΙΛΙΑΣ ΤΩΝ ΒΕΛΓΩΝ:

τόν κ. Pierre HARMEL,
Υπουργό Έξωτερικών,

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΤΗΣ ΓΕΡΜΑΝΙΑΣ:

τόν κ. Willy BRANDT,
Άντικαγκελλάριο,
Υπουργό Έξωτερικών,

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΓΑΛΛΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ:

τόν κ. Michel DEBRÉ,
Υπουργό Έξωτερικών,

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΙΤΑΛΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ:

τόν κ. Giuseppe MEDICI,
Υπουργό Έξωτερικών,

Η ΑΥΤΟΥ ΒΑΣΙΛΙΚΗ ΥΨΗΛΟΤΗΤΑ Ο ΜΕΓΑΣ ΔΟΥΚΑΣ ΤΟΥ ΛΟΥΞΕΜΒΟΥΡΓΟΥ:

τόν κ. Pierre GRÉGOIRE,
Υπουργό Έξωτερικών,

Η ΑΥΤΗΣ ΜΕΓΑΛΕΙΟΤΗΤΑ Η ΒΑΣΙΛΙΣΣΑ ΤΩΝ ΚΑΤΩ ΧΩΡΩΝ:

τόν κ. J. M. A. H. LUNS,
Υπουργό Έξωτερικών,

ΟΙ ΟΠΟΙΟΙ συνήλθαν στό πλαίσιο του Συμβουλίου καί, άφου άντάλλαξαν τά πληρεξούσια έγγραφέ τους πού δρέθηκαν έντάξει,

ΣΥΜΦΩΝΗΣΑΝ ΣΤΙΣ ΑΚΟΛΟΥΘΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ:

ΤΙΤΛΟΣ Ι

ΠΕΛΙΟ ΕΦΑΡΜΟΓΗΣ

Άρθρο 1

Η παρούσα σύμβαση εφαρμόζεται σε άστικές και έμπο-
ρικές υποθέσεις, ανεξάρτητα από το είδος του δικα-
στηρίου.

Εξαιρούνται από την εφαρμογή της:

1. η προσωπική κατάσταση και ικανότητα των φυσικών
προσώπων, οι περιουσιακές σχέσεις των συζύγων, οι
κληρονομικές σχέσεις·
2. οι πτωχεύσεις, πτωχευτικοί συμβιβασμοί και άλλες
ανάλογες διαδικασίες·
3. η κοινωνική ασφάλιση·
4. η διαιτησία.

ΤΙΤΛΟΣ ΙΙ

ΔΙΕΘΝΗΣ ΔΙΚΑΙΟΔΟΣΙΑ

Τμήμα 1

Γενικές διατάξεις

Άρθρο 2

Με την επιφύλαξη των διατάξεων της παρούσας συμβά-
σεως, τα πρόσωπα που έχουν την κατοικία τους στο
έδαφος συμβαλλόμενου κράτους ενάγονται ενώπιον των
δικαστηρίων του κράτους αυτού, ανεξάρτητα από την
ιθαγένειά τους.

Τα πρόσωπα που δεν έχουν την ιθαγένεια του κράτους
στό οποίο κατοικούν, υπάγονται, στο κράτος αυτό,
στους κανόνες διεθνούς δικαιοδοσίας που εφαρμόζονται
στους ήμεδαπούς.

Άρθρο 3

Τα πρόσωπα που έχουν την κατοικία τους στο έδαφος
συμβαλλόμενου κράτους μπορούν να έναχθουν ενώπιον
των δικαστηρίων άλλου συμβαλλόμενου κράτους μόνο
σύμφωνα με τους κανόνες που περιλαμβάνονται στα
τμήματα 2 ως 6 του παρόντος τίτλου.

Δέν εφαρμόζονται σε βάρος τους, ιδίως:

- στο Βέλγιο: το άρθρο 15 του Code civil — Burgerlijk
Wetboek (άστικού κώδικα) και τα άρθρα 52, 52 bis
και 53 του νόμου της 25ης Μαρτίου 1876 περί άρμο-
διότητας·
- στην Όμοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας: το
άρθρο 23 της Zivilprozessordnung (κώδικα πολιτικής
δικονομίας)·
- στη Γαλλία: τα άρθρα 14 και 15 του Code civil
(άστικού κώδικα)·
- στην Ιταλία: το άρθρο 2 και το άρθρο 4 άριθ. 1 και 2
του Codice di procedura civile (κώδικα πολιτικής δικο-
νομίας)·
- στο Λουξεμβούργο: τα άρθρα 14 και 15 του Code civil
(άστικού κώδικα)·

— στις Κάτω Χώρες: το άρθρο 126 άριθ. 3 και το άρθρο
127 του Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering
(κώδικα πολιτικής δικονομίας).

Άρθρο 4

Αν ο έναγόμενος δεν έχει κατοικία στο έδαφος συμβαλ-
λόμενου κράτους, η διεθνής δικαιοδοσία σε κάθε συμ-
βαλλόμενο κράτος ρυθμίζεται από το δίκαιο του κράτους
αυτού, με την επιφύλαξη του άρθρου 16.

Κατά του έναγομένου αυτού κάθε πρόσωπο που έχει την
κατοικία του στο έδαφος συμβαλλόμενου κράτους,
ανεξάρτητα από την ιθαγένειά του, μπορεί να επικα-
λεσθεί στο κράτος αυτό, όπως και οι ήμεδαποί, τους εκεί
ισχύοντες κανόνες διεθνούς δικαιοδοσίας και ιδίως εκεί-
νους που προβλέπονται στο άρθρο 3 δεύτερη παρά-
γραφος.

Τμήμα 2

Ειδικές βάσεις διεθνούς δικαιοδοσίας

Άρθρο 5

Πρόσωπο που έχει την κατοικία του στο έδαφος συμβαλ-
λόμενου κράτους μπορεί να έναχθει σε άλλο συμβαλλό-
μενο κράτος:

1. ως προς διαφορές εκ συμβάσεως, ενώπιον του δικα-
στηρίου του τόπου όπου εκπληρώθηκε ή οφείλει να
εκπληρωθεί η παροχή·
2. ως προς υποχρεώσεις διατροφής, ενώπιον του δικα-
στηρίου του τόπου όπου ο δικαιούχος της διατροφής
έχει την κατοικία ή τη συνήθη διαμονή του·
3. ως προς ένοχές εξ άδικοπραξίας ή οίονει άδικοπρα-
ξίας, ενώπιον του δικαστηρίου του τόπου όπου
συνέβη το ζημιογόνο γεγονός·
4. σε περιπτώσεις άγωγής άποζημιώσεως ή άποκαταστά-
σεως της προτέρας καταστάσεως που θεμελιώνονται
σε άξιοποινη πράξη, ενώπιον του δικαστηρίου όπου
άσκειται ή ποινική δίωξη, κατά το μέτρο που
σύμφωνα με το δίκαιό του το δικαστήριο αυτό μπορεί
να έπιληφθει της πολιτικής άγωγής·
5. ως προς διαφορές σχετικές με την έκμετάλλευση ύπο-
καταστήματος, πρακτορείου ή κάθε άλλης έγκαταστά-
σεως, ενώπιον του δικαστηρίου της τοποθεσίας τους.

Άρθρο 6

Πρόσωπο που έχει την κατοικία του στο έδαφος συμβαλ-
λόμενου κράτους μπορεί επίσης να έναχθει:

1. αν υπάρχουν πολλοί έναγόμενοι, ενώπιον του δικα-
στηρίου της κατοικίας ενός από αυτούς·
2. αν πρόκειται για προσεπίκληση δικονομικού έγγυητή
ή άλλη προσεπίκληση, ενώπιον του δικαστηρίου της
κύριας δίκης, εκτός αν μόνος σκοπός τους ήταν να
άπομακρύνουν τον έγγυητή ή τον προσεπικαλούμενο
από το δικαστήριο που θα είχε διεθνή δικαιοδοσία
στην περίπτωση τους·
3. αν πρόκειται για άνταγωγή που άπορρέει από την
ίδια σύμβαση ή τα ίδια πραγματικά περιστατικά στα

όποια στηρίζεται ή κύρια άγωγή, ένώπιον του δικαστηρίου όπου είναι έκκρεμής ή άγωγή αυτή.

Τμήμα 3

Διεθνής δικαιοδοσία σέ υποθέσεις ασφαλίσεων

Άρθρο 7

Σέ υποθέσεις ασφαλίσεων ή διεθνής δικαιοδοσία ρυθμίζεται από τό παρόν τμήμα, μέ την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 4 καί του άρθρου 5 σημείο 5.

Άρθρο 8

Ό ασφαλιστής πού έχει την κατοικία του στό έδαφος συμβαλλόμενου κράτους μπορεί νά έναχθει είτε ένώπιον των δικαστηρίων αυτού του κράτους είτε, σέ άλλο συμβαλλόμενο κράτος, ένώπιον του δικαστηρίου του τόπου όπου ό άντισυμβαλλόμενος έχει την κατοικία του, είτε, άν ενάγονται περισσότεροι ασφαλιστές, ένώπιον των δικαστηρίων του συμβαλλόμενου κράτους όπου ένας από αυτούς έχει την κατοικία του.

Ό ασφαλιστής μπορεί επίσης, έφόσον αυτό προβλέπεται από τό δίκαιο του δικάζοντος δικαστή, νά έναχθει σέ συμβαλλόμενο κράτος άλλο από εκείνο όπου έχει την κατοικία του, ένώπιον του δικαστηρίου στην περιφέρεια του οποίου έχει την κατοικία του τό πρόσωπο πού μεσολάβησε γιά τή σύναψη της ασφαλιστικής συμβάσεως, υπό τόν όρο ότι ή κατοικία αυτή σημειώνεται στό ασφαλιστήριο ή στην πρόταση ασφαλίσεως.

Ό ασφαλιστής πού δέν έχει την κατοικία του στό έδαφος συμβαλλόμενου κράτους αλλά διαθέτει υποκατάστημα ή πρακτορείο σέ συμβαλλόμενο κράτος, θεωρείται, ως προς τις διαφορές τις σχετικές μέ την έκμεταλλευση αυτού του υποκαταστήματος ή πρακτορείου, ότι έχει την κατοικία του στό έδαφος του κράτους αυτού.

Άρθρο 9

Ό ασφαλιστής μπορεί επιπλέον νά έναχθει ένώπιον των δικαστηρίων του τόπου όπου συνέβη τό ζημιογόνο γεγονός, άν πρόκειται γιά ασφάλιση αστικής ευθύνης ή γιά ασφάλιση ακινήτων. Τό ίδιο ισχύει άν ή ασφάλιση άφορά από κοινού ακίνητα καί κινητά πού καλύπτονται από τό ίδιο ασφαλιστήριο καί ή προσβολή τους όφείλεται στην ίδια αίτία.

Άρθρο 10

Σέ υποθέσεις ασφαλίσεως αστικής ευθύνης, ό ασφαλιστής μπορεί επίσης νά προσεπικληθεί ένώπιον του δικαστηρίου πού έχει επιληφθεί της άγωγής του ζημιωθέντος κατά του ασφαλισμένου, άν τό δίκαιο του δικαστηρίου τό επιτρέπει.

Οί διατάξεις των άρθρων 7, 8 καί 9 εφαρμόζονται σέ περίπτωση ευθείας άγωγής του ζημιωθέντος κατά του ασφαλιστή, έφόσον ή ευθεία άγωγή επιτρέπεται.

Άν τό δίκαιο πού διέπει την ευθεία άγωγή, προβλέπει την προσεπίκληση του άντισυμβαλλομένου ή του ασφα-

λισμένου, τό ίδιο δικαστήριο έχει δικαιοδοσία καί ως προς αυτούς.

Άρθρο 11

Μέ την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 10 τρίτη παράγραφος, ή άγωγή του ασφαλιστή μπορεί νά άσκηθεί μόνο ένώπιον των δικαστηρίων του συμβαλλόμενου κράτους στό όποιο έχει την κατοικία του ό έναγόμενος, άνεξάρτητα άν είναι άντισυμβαλλόμενος, ασφαλισμένος ή δικαιούχος.

Οί διατάξεις του παρόντος τμήματος δέν θίγουν τό δικαίωμα άσκήσεως άνταγωγής ένώπιον του δικαστηρίου στό όποιο είναι έκκρεμής ή κύρια άγωγή πού έχει είσαχθεί σύμφωνα μέ τις διατάξεις του παρόντος τμήματος.

Άρθρο 12

Παρέκκλιση από τις διατάξεις του παρόντος τμήματος είναι δυνατή μόνο μέ συμφωνίες:

1. μεταγενέστερες από τή γένεση της διαφοράς, ή
2. πού επιτρέπουν στον άντισυμβαλλόμενο, τόν ασφαλισμένο ή τό δικαιούχο νά προσφύγει καί σέ άλλα δικαστήρια έκτός από αυτά πού προβλέπονται στό παρόν τμήμα, ή
3. πού, έχοντας συναφθεί ανάμεσα σέ ασφαλιστή καί άντισυμβαλλόμενο μέ κατοικία στό ίδιο συμβαλλόμενο κράτος, άπονέμουν διεθνή δικαιοδοσία στά δικαστήρια του κράτους αυτού, άκόμη καί άν τό ζημιογόνο γεγονός συμβεί στην άλλοδαπή, έκτός άν τό δίκαιο του κράτους αυτού άπαγορεύει τέτοιες συμφωνίες.

Τμήμα 4

Διεθνής δικαιοδοσία σέ υποθέσεις πωλήσεων μέ τμηματική καταβολή του τιμήματος καί δανείων μέ σταδιακή εξόφληση

Άρθρο 13

Σέ υποθέσεις πωλήσεων ένσωμάτων κινητών μέ τμηματική καταβολή του τιμήματος ή δανείων μέ σταδιακή εξόφληση, πού συνδέονται άμεσα μέ τή χρηματοδότηση άγοράς ένσωμάτων κινητών, ή διεθνής δικαιοδοσία ρυθμίζεται από τό παρόν τμήμα μέ την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 4 καί του άρθρου 5 σημείο 5.

Άρθρο 14

Ό πωλητής καί ό δανειοδότης ενάγονται ένώπιον των δικαστηρίων είτε του συμβαλλόμενου κράτους όπου έχουν την κατοικία τους είτε του συμβαλλόμενου κράτους όπου ό αγοραστής ή ό δανειολήπτης έχουν την κατοικία τους.

Η άγωγή του πωλητή κατά του αγοραστή καί του δανειοδότη κατά του δανειολήπτη μπορεί νά άσκηθεί μόνο ένώπιον των δικαστηρίων του κράτους όπου ό έναγόμενος έχει την κατοικία του.

Οι διατάξεις αυτές δεν θίγουν τό δικαίωμα άσκήσεως άνταγωγής ένώπιον του δικαστηρίου στο όποιο είναι έκκρεμή ή κύρια άγωγή που έχει εισαχθεί σύμφωνα με τίς διατάξεις του παρόντος τμήματος.

Άρθρο 15

Παρέκκλιση από τίς διατάξεις του παρόντος τμήματος είναι δυνατή μόνο με συμφωνίες:

1. μεταγενέστερες από τή γένεση τής διαφοράς, ή
2. που επιτρέπουν στον άγοραστή ή τό δανειολήπτη νά προσφύγει καί σέ άλλα δικαστήρια έκτός από αυτά που προβλέπονται στο παρόν τμήμα, ή
3. που, έχοντας συναφθεί ανάμεσα σέ άγοραστή καί πωλητή ή ανάμεσα σέ δανειοδότη καί δανειολήπτη με κατοικία ή συνήθη διαμονή στο ίδιο συμβαλλόμενο κράτος, άπονέμουν διεθνή δικαιοδοσία στά δικαστήρια του κράτους αυτού, έκτός αν τό δικαίό του άπαγορεύει τέτοιες συμφωνίες.

Τμήμα 5

Άποκλειστική διεθνή δικαιοδοσία

Άρθρο 16

Άποκλειστική διεθνή δικαιοδοσία, χωρίς νά λαμβάνεται υπόψη ή κατοικία, έχουν:

1. σέ υποθέσεις εμπράγματων δικαιωμάτων επί άκινήτων καί μισθώσεων άκινήτων, τά δικαστήρια του συμβαλλόμενου κράτους τής τοποθεσίας του άκινήτου·
2. σέ θέμα έγκυρότητας, κύρους ή λύσεως εταιρειών ή νομικών προσώπων που έχουν τήν έδρα τους στο έδαφος συμβαλλόμενου κράτους, ή άποφάσεων των οργάνων τους, τά δικαστήρια του κράτους αυτού·
3. σέ θέματα κύρους των καταχωρίσεων σέ δημόσια βιβλία, τά δικαστήρια του συμβαλλόμενου κράτους στο έδαφος του όποιου τηρούνται τά βιβλία αυτά·
4. σέ θέματα καταχώρισεως ή κύρους διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας, σημάτων, σχεδίων καί προτύπων καί άλλων ανάλογων δικαιωμάτων τά όποια επιδέχονται κατάθεση ή καταχώριση, τά δικαστήρια του συμβαλλόμενου κράτους στο έδαφος του όποιου ή κατάθεση ή καταχώριση ζητήθηκε, πραγματοποιήθηκε ή θεωρείται ότι πραγματοποιήθηκε σύμφωνα με διεθνή σύμβαση·
5. σέ θέματα άναγκαστικής έκτελέσεως άποφάσεων, τά δικαστήρια του συμβαλλόμενου κράτους του τόπου έκτελέσεως.

Τμήμα 6

Παρέκταση διεθνούς δικαιοδοσίας

Άρθρο 17

Άν τά μέρη, από τά όποια ένα τουλάχιστον έχει τήν κατοικία του στο έδαφος συμβαλλόμενου κράτους, συμφώνησαν, είτε γραπτά είτε προφορικά με γραπτή επιβεβαίωση, ότι ένα δικαστήριο ή τά δικαστήρια συμβαλλό-

μενου κράτους θά δικάζουν τίς διαφορές που έχουν προκύψει ή που θά προκύψουν από συγκεκριμένη έννομη σχέση, τό δικαστήριο αυτό ή τά δικαστήρια του κράτους αυτού έχουν άποκλειστική διεθνή δικαιοδοσία.

Οι συμφωνίες διεθνούς δικαιοδοσίας δεν παράγουν έννομες συνέπειες αν είναι αντίθετες προς τίς διατάξεις των άρθρων 12 καί 15 ή αν τά δικαστήρια, τή διεθνή δικαιοδοσία των όποιων άποκλείουν, έχουν άποκλειστική διεθνή δικαιοδοσία σύμφωνα με τό άρθρο 16.

Άν ή συμφωνία διεθνούς δικαιοδοσίας έχει καταρτισθεί προς όφελος μόνο ενός των μερών, τό μέρος αυτό διατηρεί τό δικαίωμα νά προσφύγει σέ κάθε άλλο δικαστήριο που έχει διεθνή δικαιοδοσία σύμφωνα με τήν παρούσα σύμβαση.

Άρθρο 18

Πέραν των περιπτώσεων όπου ή διεθνή δικαιοδοσία άπορρέει από άλλες διατάξεις της παρούσας συμβάσεως, τό δικαστήριο συμβαλλόμενου κράτους ένώπιον του όποιου ό εναγόμενος παρίσταται άποκτά διεθνή δικαιοδοσία. Ό κανόνας αυτός δεν εφαρμόζεται, αν ή παράσταση έχει ως σκοπό τήν άμφισβήτηση της διεθνούς δικαιοδοσίας ή αν υπάρχει άλλο δικαστήριο με άποκλειστική διεθνή δικαιοδοσία σύμφωνα με τό άρθρο 16.

Τμήμα 7

Έρευνα της διεθνούς δικαιοδοσίας καί του παραδεκτού

Άρθρο 19

Τό δικαστήριο συμβαλλόμενου κράτους διαπιστώνει αυτεπάγγελτα τήν έλλειψη διεθνούς δικαιοδοσίας του, έφόσον καλείται νά κρίνει, ως κύριο ζήτημα, διαφορά γιά τήν όποία δικαστήριο άλλου συμβαλλόμενου κράτους έχει άποκλειστική διεθνή δικαιοδοσία σύμφωνα με τό άρθρο 16.

Άρθρο 20

Όταν πρόσωπο που έχει τήν κατοικία του στο έδαφος συμβαλλόμενου κράτους έναγεται ένώπιον δικαστηρίου άλλου συμβαλλόμενου κράτους καί δεν παρίσταται, τό δικαστήριο διαπιστώνει αυτεπάγγελτα τήν έλλειψη διεθνούς δικαιοδοσίας του, αν ή δικαιοδοσία του δεν στηρίζεται στους όρους της παρούσας συμβάσεως.

Ό δικαστής όφείλει νά άναστείλει τή διαδικασία, έφόσον δεν διαπιστώνεται ότι ό εναγόμενος αυτός ήταν σέ θέση νά παραλάβει τό εισαγωγικό έγγραφο της δίκης έντός της άναγκαίας γιά τήν άμυνά του προθεσμίας ή ότι καταβλήθηκε κάθε έπιμέλεια γιά τό σκοπό αυτό.

Οι διατάξεις της προηγούμενης παραγράφου αντικαθίστανται από εκείνες του άρθρου 15 της συμβάσεως της Χάγης της 15ης Νοεμβρίου 1965 γιά τήν επίδοση καί κοινοποίηση στην άλλοδαπή δικαστικών καί έξώδικων εγγράφων σέ άστικές ή έμπορικές υποθέσεις, αν τό εισαγωγικό έγγραφο της δίκης έπρεπε νά διαβιδασθεί σύμφωνα με τή σύμβαση αυτή.

Τμήμα 8

Έκκρεμοδικία και συνάφεια

Άρθρο 21

Αν έχουν άσκηθει άγωγές με τό ίδιο αντικείμενο και τήν ίδια αίτία μεταξύ τών ίδιων διαδίκων ενώπιον δικαστηρίων διάφορων συμβαλλόμενων κρατών, κάθε δικαστήριο, εκτός εκείνου πού έχει πρώτο έπιληφθει, όφείλει, ακόμη και αυτεπάγγελα, νά διαπιστώσει τήν έλλειψη διεθνούς δικαιοδοσίας του υπέρ του πρώτου.

Τό δικαστήριο πού όφείλει νά διαπιστώσει τήν έλλειψη διεθνούς δικαιοδοσίας του μπορεί νά άναστέλλει τή διαδικασία, αν ή διεθνής δικαιοδοσία του άλλου δικαστηρίου άμφισβητείται.

Άρθρο 22

Όταν συναφείς άγωγές έχουν άσκηθει ενώπιον δικαστηρίων διάφορων συμβαλλόμενων κρατών και είναι έκκρεμείς σέ πρώτο βαθμό, κάθε δικαστήριο, εκτός εκείνου πού έχει πρώτο έπιληφθει, μπορεί νά άναστέλλει τή διαδικασία.

Κάθε δικαστήριο, εκτός εκείνου πού έχει πρώτο έπιληφθει, μπορεί επίσης, με αίτηση ενός από τούς διαδίκους, νά διαπιστώσει τήν έλλειψη διεθνούς δικαιοδοσίας του, υπό τήν προϋπόθεση ότι τό δικαίό του επιτρέπει τήν ένωσή συναφών υποθέσεων και ότι τό πρώτο δικαστήριο έχει διεθνή δικαιοδοσία και γιά τίς δύο άγωγές.

Είναι συναφείς, κατά τήν έννοια του παρόντος άρθρου, άγωγές πού συνδέονται μεταξύ τους τόσο στενά ώστε νά υπάρχει συμφέρον νά ξετασθούν και νά εκδικασθούν ταυτόχρονα, προκειμένου νά άποφευχθούν λύσεις πού θά ήταν άσυμβίδιασες αν οι υποθέσεις εκδικάζονταν χωριστά.

Άρθρο 23

Όταν περισσότερα δικαστήρια έχουν άποκλειστική διεθνή δικαιοδοσία, ή διαπίστωση τής έλλείψεως διεθνούς δικαιοδοσίας γίνεται υπέρ του δικαστηρίου πού έχει πρώτο έπιληφθει.

Τμήμα 9

Άσφαλιστικά μέτρα

Άρθρο 24

Τά άσφαλιστικά μέτρα πού προβλέπονται από τό δικαίον συμβαλλόμενου κράτους μπορούν νά ζητηθούν από τά δικαστήρια του κράτος αυτού, έστω και αν δικαστήριο άλλου συμβαλλόμενου κράτους έχει, σύμφωνα με τήν παρούσα σύμβαση, διεθνή δικαιοδοσία γιά τήν ουσία τής υποθέσεως.

ΤΙΤΛΟΣ III

ΑΝΑΓΝΩΡΙΣΗ ΚΑΙ ΕΚΤΕΛΕΣΗ

Άρθρο 25

Ός άπόφαση, κατά τήν έννοια τής παρούσας συμβάσεως, νοείται κάθε άπόφαση εκδιδόμενη από δικαστήριο συμ-

βαλλόμενου κράτους, όποιαδήποτε και αν είναι ή όνομασία της, όπως άπόφαση, διαταγή, διαταγή εκτελέσεως, καθώς και ό καθορισμός τής δικαστικής δαπάνης από τό γραμματέα.

Τμήμα 1

Αναγνώριση

Άρθρο 26

Απόφαση πού εκδίδεται σέ συμβαλλόμενο κράτος άναγνωρίζεται στά υπόλοιπα συμβαλλόμενα κράτη χωρίς ιδιαίτερη διαδικασία.

Σέ περίπτωση άμφισβήτησεως, κάθε ενδιαφερόμενος πού επικαλείται ως κύριο ζήτημα τήν άναγνώριση μπορεί νά ζητήσει, κατά τή διαδικασία πού προβλέπεται στά τμήματα 2 και 3 του παρόντος τίτλου, νά διαπιστωθεί ότι ή άπόφαση πρέπει νά άναγνωρισθεί.

Αν ή επίκληση τής άναγνωρίσεως γίνεται παρεμπιπτόντως ενώπιον δικαστηρίου συμβαλλόμενου κράτους, τό δικαστήριο αυτό έχει διεθνή δικαιοδοσία νά κρίνει σχετικά.

Άρθρο 27

Απόφαση δέν άναγνωρίζεται:

1. αν ή άναγνώριση αντίκειται στή δημόσια τάξη του κράτους άναγνωρίσεως·
2. αν τό εισαγωγικό έγγραφο τής δίκης δέν έχει έπιδοθεί στόν έρημοδικήσαντα έναγόμενο κανονικά και έγκαιρα ώστε νά μπορεί νά άμυνθεί·
3. αν ή άπόφαση είναι άσυμβίδιαστη με άπόφαση πού έχει εκδοθεί μεταξύ τών ίδιων διαδίκων στό κράτος άναγνωρίσεως·
4. αν, γιά νά εκδώσει τήν άπόφασή του, τό δικαστήριο του κράτους προελεύσεως έπέλυσε προδικαστικό ζήτημα σχετικό με τήν προσωπική κατάσταση και ικανότητα τών φυσικών προσώπων, τίς περιουσιακές σχέσεις τών συζύγων ή τίς κληρονομικές σχέσεις, κατά τρόπο πού αντίκειται σέ κανόνα ιδιωτικού διεθνούς δικαίου του κράτους άναγνωρίσεως, εκτός αν ή άπόφαση καταλήγει σέ άποτέλεσμα ίδιο με έκείνο πού θά προέκυπτε από τήν έφαρμογή τών κανόνων ιδιωτικού διεθνούς δικαίου του κράτους άναγνωρίσεως.

Άρθρο 28

Απόφαση δέν άναγνωρίζεται επίσης αν έχουν παραβιασθεί οι διατάξεις τών τμημάτων 3, 4 και 5 του τίτλου II, καθώς και στίς περιπτώσεις πού προβλέπονται στό άρθρο 59.

Κατά τόν έλεγχο τών δάσεων διεθνούς δικαιοδοσίας πού άναφέρονται στήν προηγούμενη παράγραφο, ή άρχή ενώπιον τής όποίας ζητείται ή άναγνώριση δεσμεύεται από τίς πραγματικές διαπιστώσεις στίς όποιες τό δικαστήριο του κράτους προελεύσεως έχει θεμελιώσει τή διεθνή δικαιοδοσία του.

Με την επιφύλαξη των διατάξεων της πρώτης παραγράφου, δεν έρευνάται ή διεθνής δικαιοδοσία των δικαστηρίων του κράτους προελεύσεως· οι σχετικοί με τη διεθνή δικαιοδοσία κανόνες δεν άφορουν τη δημόσια τάξη υπό την έννοια του άρθρου 27 σημείο 1.

Άρθρο 29

Αποκλείεται ή επί της ουσίας αναθεώρηση της άλλοδαπης απόφασεως.

Άρθρο 30

Τό δικαστήριο συμβαλλόμενου κράτους, ενώπιον του οποίου ζητείται αναγνώριση απόφασεως που εκδόθηκε σε άλλο συμβαλλόμενο κράτος, μπορεί να αναστείλει τη διαδικασία, αν η απόφαση αυτή έχει προσβληθεί με τακτικό ένδικο μέσο.

Τμήμα 2

Εκτέλεση

Άρθρο 31

Απόφαση που εκδόθηκε και είναι εκτελεστή σε συμβαλλόμενο κράτος εκτελείται σε άλλο συμβαλλόμενο κράτος, αφού περιβληθεί εκεί τον εκτελεστήριο τύπο, με αίτηση κάθε ενδιαφερομένου.

Άρθρο 32

Η αίτηση υποβάλλεται:

- στο Βέλγιο, στο Tribunal de première instance ή στο Rechtbank van eerste aanleg·
- στην Όμοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας, στον πρόεδρο τμήματος του Landgericht·
- στη Γαλλία, στον πρόεδρο του Tribunal de grande instance·
- στην Ιταλία, στο Corte d'appello·
- στο Λουξεμβούργο, στον πρόεδρο του Tribunal d'arrondissement·
- στις Κάτω Χώρες, στον πρόεδρο στο Arrondissementsrechtbank.

Η κατά τόπον αρμοδιότητα καθορίζεται από την κατοικία του προσώπου κατά του οποίου ζητείται ή εκτέλεση. Αν τό πρόσωπο αυτό δεν έχει την κατοικία του στο έδαφος του κράτους εκτελέσεως, ή αρμοδιότητα καθορίζεται από τον τόπο εκτελέσεως.

Άρθρο 33

Η αίτηση υποβάλλεται κατά τό δικαιο του κράτους εκτελέσεως.

Ο αίτων όφείλει να προβεί σε έκλογή κατοικίας στην περιφέρεια του δικαστηρίου στο όποιο άπευθύνεται. Αν πάντως τό δικαιο του κράτους εκτελέσεως δεν προβλέπει την έκλογή κατοικίας, ό αίτων διορίζει αντίκλητο.

Στήν αίτηση επισυνάπτονται τά έγγραφα που αναφέρονται στα άρθρα 46 και 47.

Άρθρο 34

Τό δικαστήριο στο όποιο υποβάλλεται ή αίτηση άποφασίζει άμελλήτι, χωρίς ό διάδικος, κατά του οποίου ζητείται ή εκτέλεση, να έχει στο στάδιο αυτό της διαδικασίας δικαίωμα υποβολής παρατηρήσεων.

Η αίτηση μπορεί να άπορριφθεί μόνο για έναν από τούς λόγους που προβλέπονται στα άρθρα 27 και 28.

Αποκλείεται ή επί της ουσίας αναθεώρηση της άλλοδαπης απόφασεως.

Άρθρο 35

Η απόφαση επί της αίτησεως γνωστοποιείται άμελλήτι στον αίτούντα, έπιμελεία του γραμματέα του δικαστηρίου, όπως προβλέπει τό δικαιο του κράτους εκτελέσεως.

Άρθρο 36

Αν ή εκτέλεση έπιτραπεί, τό πρόσωπο κατά του οποίου ζητείται ή εκτέλεση μπορεί να προσφύγει κατά της απόφασεως μέσα σε ένα μήνα από την έπίδοσή της.

Αν τό πρόσωπο αυτό έχει την κατοικία του σε συμβαλλόμενο κράτος άλλο από εκείνο στο όποιο εκδόθηκε ή απόφαση που έπιτρέπει την εκτέλεση, ή προθεσμία είναι δύο μήνες από την ήμέρα που του έγινε ή έπίδοση προσωπικά ή στην κατοικία του. Η προθεσμία αυτή δεν παρεκτείνεται λόγω άποστάσεως.

Άρθρο 37

Η προσφυγή άσκειται κατά τη διαδικασία της άμφισθητομένης δικαιοδοσίας:

- στο Βέλγιο, στο Tribunal de première instance ή στο Rechtbank van eerste aanleg·
- στην Όμοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας, στο Oberlandesgericht·
- στη Γαλλία, στο Cour d'appel·
- στην Ιταλία, στο Corte d'appello·
- στο Λουξεμβούργο, στο Cour supérieure de justice, ως δευτεροβάθμιο πολιτικό δικαστήριο·
- στις Κάτω Χώρες, στο Arrondissementsrechtbank.

Κατά της απόφασεως επί της προσφυγής μπορεί να άσκηθεί μόνο άναίρεση και, στην Όμοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας, Rechtsbeschwerde.

Άρθρο 38

Τό δικαστήριο στο όποιο άσκειται ή προσφυγή μπορεί, με αίτηση του προσφεύγοντος μέρους, να αναστείλει τη διαδικασία, αν κατά της άλλοδαπης απόφασεως έχει άσκηθεί στο κράτος προελεύσεως τακτικό ένδικο μέσο ή αν ή προθεσμία για την άσκησή του δεν έχει ακόμη εκπνεύσει· στην τελευταία περίπτωση τό δικαστήριο μπορεί να τάξει προθεσμία για την άσκηση του ένδικου αυτού μέσου.

Τό δικαστήριο αυτό μπορεί επίσης να έξαρτήσει την εκτέλεση από την παροχή έγγωήσεως, την όποια και καθορίζει.

Άρθρο 39

Κατά τη διάρκεια της προθεσμίας προσφυγής που προβλέπεται στο άρθρο 36, και ως ότου εκδοθεί απόφαση για την προσφυγή αυτή, μπορούν να ληφθούν μόνο ασφαλιστικά μέτρα επί της περιουσίας του προσώπου κατά του οποίου ζητείται η εκτέλεση.

Η απόφαση που εγκρίνει την εκτέλεση έμπεριέχει και τη δυνατότητα λήψεως των ασφαλιστικών αυτών μέτρων.

Άρθρο 40

Αν η αίτησή του απορριφθεί, ο αίτων μπορεί να προσφύγει:

- στο Βέλγιο, στο Cour d'appel ή στο Hof van beroep·
- στην Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας, στο Oberlandesgericht·
- στη Γαλλία, στο Cour d'appel·
- στην Ιταλία, στο Corte d'appello·
- στο Λουξεμβούργο, στο Cour supérieure de justice, ως δευτεροβάθμιο πολιτικό δικαστήριο·
- στις Κάτω Χώρες, στο Gerechtshof.

Ο διάδικος κατά του οποίου ζητείται η εκτέλεση καλείται να παραστεί ενώπιον του δικαστηρίου που εκδικάζει την προσφυγή. Σε περίπτωση έρμηδικίας εφαρμόζονται οι διατάξεις του άρθρου 20 δεύτερη και τρίτη παράγραφος, εστω και αν ο διάδικος αυτός δεν έχει την κατοικία του σε συμβαλλόμενο κράτος.

Άρθρο 41

Κατά της απόφασης επί της προσφυγής που προβλέπεται στο άρθρο 40 μπορεί να ασκηθεί μόνο άναίρεση και, στην Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας, Rechtsbeschwerde.

Άρθρο 42

Αν η άλλοδαπή απόφαση εκρίνε επί πολλών αξιώσεων που έχουν σωρευθεί στην ίδια άγωγή και δεν μπορεί να κηρυχθεί εκτελεστή στο σύνολό της, το δικαστήριο την κηρύσσει εκτελεστή ως προς μία ή περισσότερες από τις αξιώσεις.

Είναι δυνατό να ζητηθεί μερική εκτέλεση της απόφασης.

Άρθρο 43

Οι άλλοδαπές αποφάσεις που καταδικάζουν σε χρηματική ποινή ως μέσο εκτέλεσεως κηρύσσονται εκτελεστές στο κράτος εκτέλεσεως, μόνο αν το ποσό έχει προσδιορισθεί κατά τρόπο οριστικό από τα δικαστήρια του κράτους προελεύσεως.

Άρθρο 44

Ο αίτων στον οποίο παρασχέθηκε δωρεάν δικαστική άρωγή στο κράτος προελεύσεως, απολαμβάνει το ίδιο ευεργέτημα χωρίς νέα εξέταση κατά τη διαδικασία των άρθρων 32 ως 35.

Άρθρο 45

Σε διάδικο που ζητεί σε συμβαλλόμενο κράτος την εκτέλεση αποφάσεως ή οποία έχει εκδοθεί σε άλλο συμβαλλόμενο κράτος, καμιά εγγύηση ή κατάθεση χρηματικού ποσού, ανεξάρτητα από την ονομασία της, δεν μπορεί να επιβληθεί με την αιτιολογία ότι είναι άλλοδαπός ή ότι δεν κατοικεί ή δεν διαμένει στο κράτος εκτέλεσεως.

Τμήμα 3

Κοινές διατάξεις*Άρθρο 46*

Ο διάδικος που επικαλείται την αναγνώριση ή ζητεί την εκτέλεση αποφάσεως οφείλει να προσκομίσει:

1. αντίγραφο της απόφασης, το οποίο να συγκεντρώνει τις αναγκαίες προϋποθέσεις γνησιότητας·
2. αν πρόκειται για απόφαση έρμητη, το πρωτότυπο ή κυρωμένο αντίγραφο εγγράφου που να αποδεικνύει ότι το εισαγωγικό έγγραφο της δίκης έχει επιδοθεί στον έρμηδικήσαντα διάδικο.

Άρθρο 47

Ο διάδικος που ζητεί την εκτέλεση οφείλει επιπλέον να προσκομίσει:

1. κάθε έγγραφο κατάλληλο να αποδείξει ότι, κατά το δίκαιο του κράτους προελεύσεως, η απόφαση είναι εκτελεστή και έχει επιδοθεί·
2. αν συντρέχει περίπτωση, έγγραφο που να αποδεικνύει ότι ο αίτων απολαμβάνει δωρεάν δικαστικής άρωγής στο κράτος προελεύσεως.

Άρθρο 48

Αν δεν προσάγονται τα έγγραφα που μνημονεύονται στο άρθρο 46 σημείο 2 και στο άρθρο 47 σημείο 2, το δικαστήριο μπορεί είτε να όρίσει προθεσμία προσαγωγής τους είτε να δεχθεί ισοδύναμα έγγραφα, είτε, εφόσον κρίνει ότι έχει επαρκώς ενημερωθεί, να απαλλάξει τον αίτούντα από το βάρος αυτό.

Το δικαστήριο μπορεί να ζητήσει την προσαγωγή μεταφράσεως των εγγράφων· η μετάφραση επικυρώνεται από πρόσωπο που, σε ένα από τα συμβαλλόμενα κράτη, έχει αυτή την εξουσία.

Άρθρο 49

Καμιά επικύρωση ή άλλη ανάλογη διατύπωση δεν απαιτείται για τα έγγραφα που μνημονεύονται στα άρθρα 46, 47 και 48 δεύτερη παράγραφος, καθώς και, εφόσον συντρέχει περίπτωση, για το διορισμό αντικλήτου.

ΤΙΤΛΟΣ IV

ΔΗΜΟΣΙΑ ΕΓΓΡΑΦΑ ΚΑΙ ΔΙΚΑΣΤΙΚΟΙ ΣΥΜΒΙΒΑΣΜΟΙ*Άρθρο 50*

Τά δημόσια έγγραφα που έχουν εκδοθεί και είναι εκτελεστά σε συμβαλλόμενο κράτος περιβάλλονται, κατόπιν

αίτησεως, τόν εκτελεστήριο τύπο σέ άλλο συμβαλλόμενο κράτος κατά τή διαδικασία τών άρθρων 31 καί έπ. 'Η αίτηση απορρίπτεται μόνο αν ή εκτέλεση του δημόσιου έγγραφου αντίκειται στή δημόσια τάξη του κράτους εκτελέσεως.

Τό προσκομιζόμενο έγγραφο πρέπει νά συγκεντρώνει τίς αναγκαίες προϋποθέσεις γνησιότητας στό κράτος προελεύσεως.

Οί διατάξεις του τμήματος 3 του τίτλου III εφαρμόζονται εφόσον συντρέχει περίπτωση.

Άρθρο 51

Συμβιδασμοί πού καταρτίζονται ενώπιον δικαστηρίου κατά τή διάρκεια δίκης καί είναι εκτελεστοί στό κράτος προελεύσεως, είναι εκτελεστοί καί στό κράτος εκτελέσεως μέ τούς ίδιους όρους όπως καί τά δημόσια έγγραφα.

ΤΙΤΛΟΣ V

ΓΕΝΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 52

Γιά νά καθορίσει αν διάδικος έχει τήν κατοικία του στό έδαφος συμβαλλόμενου κράτους σέ δικαστήριο του οποίου έχει άσκηθει ή άγωγή, ό δικαστής εφαρμόζει τό έσωτερικό δίκαιό του.

"Αν διάδικος δέν έχει κατοικία στό κράτος όπου έχει άσκηθει ή άγωγή, τό δικαστήριο, προκειμένου νά καθορίσει αν ό διάδικος έχει κατοικία σέ άλλο συμβαλλόμενο κράτος, εφαρμόζει τό δίκαιο του κράτους αυτού.

Γιά τόν καθορισμό πάντως της κατοικίας ενός διαδίκου εφαρμόζεται τό δίκαιο της ιθαγένειάς του, αν, σύμφωνα μέ τό δίκαιο αυτό, ή κατοικία του εξαρτάται από τήν κατοικία άλλου προσώπου ή από τήν έδρα άρχης.

Άρθρο 53

Γιά τήν εφαρμογή της παρούσας συμβάσεως ή έδρα τών εταιρειών καί νομικών προσώπων εξομοιώνεται πρός τήν κατοικία. Γιά τόν καθορισμό πάντως της έδρας αυτής εφαρμόζονται οί κανόνες ιδιωτικού διεθνούς δικαίου του δικάζοντος δικαστή.

ΤΙΤΛΟΣ VI

ΜΕΤΑΒΑΤΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 54

Οί διατάξεις της παρούσας συμβάσεως εφαρμόζονται μόνο στίς άγωγές πού άσκοϋνται μετά τήν έναρξη ισχύος της καθώς καί στά δημόσια έγγραφα πού εκδίδονται μετά τήν ήμερομηνία αυτή.

'Απόφαση πάντως πού εκδίδεται μετά τήν έναρξη ισχύος της παρούσας συμβάσεως, κατόπιν άγωγής πού έχει άσκηθει πριν από τήν ήμερομηνία αυτή, αναγνωρίζεται

καί εκτελείται σύμφωνα μέ τίς διατάξεις του τίτλου III, αν οί εφαρμοσθέντες κανόνες διεθνούς δικαιοδοσίας είναι σύμφωνοι μέ τίς διατάξεις του τίτλου II ή μέ σύμβαση πού, κατά τήν ήμερομηνία άσκήσεως της άγωγής, ίσχυε μεταξύ του κράτους προελεύσεως καί του κράτους αναγνώρισεως ή εκτελέσεως.

ΤΙΤΛΟΣ VII

ΣΧΕΣΕΙΣ ΜΕ ΑΛΛΕΣ ΣΥΜΒΑΣΕΙΣ

Άρθρο 55

Μέ τήν επιφύλαξη τών διατάξεων του άρθρου 54 δεύτερη παράγραφος καί του άρθρου 56, ή παρούσα σύμβαση αντικαθιστά τίς ακόλουθες μεταξύ δύο ή περισσότερων συμβαλλόμενων κρατών, συμβάσεις:

- τή σύμβαση μεταξύ του Βελγίου καί της Γαλλίας γιά τή διεθνή δικαιοδοσία, ισχύ καί εκτέλεση δικαστικών αποφάσεων, διαιτητικών αποφάσεων καί δημόσιων εγγράφων, πού υπογράφηκε στό Παρίσι στίς 8 'Ιουλίου 1899·
- τή σύμβαση μεταξύ του Βελγίου καί τών Κάτω Χωρών γιά τή διεθνή δικαιοδοσία, τήν πτώχευση καθώς καί γιά τήν ισχύ καί εκτέλεση δικαστικών αποφάσεων, διαιτητικών αποφάσεων καί δημόσιων εγγράφων, πού υπογράφηκε στίς Βρυξέλλες στίς 28 Μαρτίου 1925·
- τή σύμβαση μεταξύ της Γαλλίας καί της 'Ιταλίας γιά τήν εκτέλεση δικαστικών αποφάσεων σέ άστικές καί έμπορικές υποθέσεις, πού υπογράφηκε στή Ρώμη στίς 3 'Ιουνίου 1930·
- τή σύμβαση μεταξύ της Γερμανίας καί της 'Ιταλίας γιά τήν αναγνώριση καί εκτέλεση δικαστικών αποφάσεων σέ άστικές καί έμπορικές υποθέσεις, πού υπογράφηκε στή Ρώμη στίς 9 Μαρτίου 1936·
- τή σύμβαση μεταξύ της 'Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας καί του Βασιλείου του Βελγίου γιά τήν άμοιβαία αναγνώριση καί εκτέλεση δικαστικών αποφάσεων, διαιτητικών αποφάσεων καί δημόσιων εγγράφων σέ άστικές καί έμπορικές υποθέσεις, πού υπογράφηκε στή Βόννη στίς 30 'Ιουνίου 1958·
- τή σύμβαση μεταξύ του Βασιλείου τών Κάτω Χωρών καί της 'Ιταλικής Δημοκρατίας γιά τήν αναγνώριση καί εκτέλεση δικαστικών αποφάσεων σέ άστικές καί έμπορικές υποθέσεις, πού υπογράφηκε στή Ρώμη στίς 17 'Απριλίου 1959·
- τή σύμβαση μεταξύ του Βασιλείου του Βελγίου καί της 'Ιταλικής Δημοκρατίας γιά τήν αναγνώριση καί εκτέλεση δικαστικών αποφάσεων καί άλλων εκτελεστών τίτλων σέ άστικές καί έμπορικές υποθέσεις, πού υπογράφηκε στή Ρώμη στίς 6 'Απριλίου 1962·
- τή σύμβαση μεταξύ του Βασιλείου τών Κάτω Χωρών καί της 'Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας γιά τήν άμοιβαία αναγνώριση καί εκτέλεση δικαστικών αποφάσεων καί άλλων εκτελεστών τίτλων σέ άστικές καί έμπορικές υποθέσεις, πού υπογράφηκε στή Χάγη στίς 30 Αύγουστου 1962,

καί, εφόσον ισχύει:

— τη συνθήκη μεταξύ του Βελγίου, των Κάτω Χωρών και του Λουξεμβούργου για τη διεθνή δικαιοδοσία, την πτώχευση, την ισχύ και την εκτέλεση δικαστικών αποφάσεων, διαιτητικών αποφάσεων και δημόσιων εγγράφων, που υπογράφηκε στις Βρυξέλλες στις 24 Νοεμβρίου 1961.

Άρθρο 56

Η συνθήκη και οι συμβάσεις που αναφέρονται στο άρθρο 55 συνεχίζουν να παράγουν αποτελέσματα στα θέματα στα οποία η παρούσα σύμβαση δεν εφαρμόζεται.

Συνεχίζουν να παράγουν αποτελέσματα ως προς αποφάσεις και έγγραφα που εκδόθηκαν πριν από την έναρξη ισχύος της παρούσας συμβάσεως.

Άρθρο 57

Η παρούσα σύμβαση δεν θίγει τις συμβάσεις των οποίων τα συμβαλλόμενα κράτη είναι ή θα γίνουν μέρη και οι οποίες, σε ειδικά θέματα, ρυθμίζουν τη διεθνή δικαιοδοσία, την αναγνώριση ή την εκτέλεση αποφάσεων.

Άρθρο 58

Οι διατάξεις της παρούσας συμβάσεως δεν θίγουν τα δικαιώματα που αναγνωρίζονται στους έλβετους υπηκόους από τη σύμβαση της 15ης Ιουνίου 1869 μεταξύ της Γαλλίας και της Έλβετικής Συνομοσπονδίας για τη διεθνή δικαιοδοσία και εκτέλεση αποφάσεων σε άστικές υποθέσεις.

Άρθρο 59

Η παρούσα σύμβαση δεν εμποδίζει συμβαλλόμενο κράτος να αναλάβει έναντι τρίτου κράτους, δυνάμει συμβάσεως διεθνούς δικαιοδοσίας και εκτελέσεως αποφάσεων, την υποχρέωση να μην αναγνωρίζει απόφαση που έχει εκδοθεί σε άλλο συμβαλλόμενο κράτος κατά έναγομένου που είχε κατοικία ή συνήθη διαμονή στο έδαφος του τρίτου κράτους, εφόσον, σε περίπτωση που προβλέπεται στο άρθρο 4, η απόφαση στηρίχθηκε αποκλειστικά σε δάση δικαιοδοσίας προβλεπόμενη στο άρθρο 3 δεύτερη παράγραφος.

ΤΙΤΛΟΣ VIII

ΤΕΛΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 60

Η παρούσα σύμβαση εφαρμόζεται στο ευρωπαϊκό έδαφος των συμβαλλόμενων κρατών, στα υπερπόντια γαλλικά διαμερίσματα καθώς και στα υπερπόντια γαλλικά έδαφη.

Τό Βασίλειο των Κάτω Χωρών μπορεί, κατά την υπογραφή ή την επικύρωση της παρούσας συμβάσεως, ή

όποτεδήποτε μεταγενέστερα, να δηλώσει, με γνωστοποίηση στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων, ότι η παρούσα σύμβαση εφαρμόζεται στο Σουρινάμ και στις Όλλανδικές Αντίλλες. Έλλειψει σχετικής δηλώσεως για τις Όλλανδικές Αντίλλες, οι δίκες που διεξάγονται στο ευρωπαϊκό έδαφος του Βασιλείου επί αιτήσεων αναιρέσεως κατ' αποφάσεων των δικαστηρίων των Όλλανδικών Αντιλλών, θεωρούνται ότι διεξάγονται ενώπιον των δικαστηρίων αυτών.

Άρθρο 61

Η παρούσα σύμβαση θα επικυρωθεί από τα υπογράφοντα κράτη. Τα έγγραφα επικυρώσεως θα κατατεθούν στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων.

Άρθρο 62

Η παρούσα σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη μέρα του τρίτου μήνα που ακολουθεί την κατάθεση του εγγράφου επικυρώσεως του υπογράφοντος κράτους που θα προδει τελευταίο στη διατύπωση αυτή.

Άρθρο 63

Τα συμβαλλόμενα κράτη αναγνωρίζουν ότι κάθε κράτος που γίνεται μέλος της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας θα υποχρεωθεί να αποδεχθεί την παρούσα σύμβαση ως δάση για τις αναγκαίες διαπραγματεύσεις, με σκοπό να διασφαλίσει στις σχέσεις μεταξύ των συμβαλλόμενων κρατών και του κράτους αυτού την εφαρμογή του άρθρου 220 τελευταίο εδάφιο της συνθήκης περί ιδρύσεως της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας.

Οι αναγκαίες προσαρμογές μπορούν να γίνουν με ειδική σύμβαση μεταξύ των συμβαλλόμενων κρατών αφενός και του κράτους αυτού αφετέρου.

Άρθρο 64

Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων γνωστοποιεί στα υπογράφοντα κράτη:

- α) την κατάθεση κάθε εγγράφου επικυρώσεως·
- β) την ημερομηνία έναρξεως ισχύος της παρούσας συμβάσεως·
- γ) τις δηλώσεις που κατατίθενται κατ' εφαρμογή του άρθρου 60 δεύτερη παράγραφος·
- δ) τις δηλώσεις που κατατίθενται κατ' εφαρμογή του άρθρου IV του πρωτοκόλλου·
- ε) τις ανακοινώσεις κατ' εφαρμογή του άρθρου VI του πρωτοκόλλου.

Άρθρο 65

Τό πρωτόκολλο, τό οποίο μέ κοινή συμφωνία των συμβαλλόμενων κρατών προσαρτάται στην παρούσα σύμβαση, αποτελεί αναπόσπαστο μέρος της.

Άρθρο 66

Ἡ διάρκεια τῆς παρούσας συμβάσεως εἶναι ἀπεριόριστη.

Άρθρο 67

Κάθε συμβαλλόμενο κράτος μπορεῖ νά ζητήσῃ τήν ἀναθεώρηση τῆς παρούσας συμβάσεως. Στήν περίπτωση αὕτῃ συγκαλεῖται ἀπό τόν Πρόεδρο τοῦ Συμβουλίου τῶν Εὐρωπαϊκῶν Κοινοτήτων συνδιάσκεψη ἀναθεωρήσεως.

Άρθρο 68

Ἡ παρούσα σύμβαση συντάσσεται σέ ἓνα μόνο ἀντίτυπο στήν γαλλική, γερμανική, ἰταλική καί ὀλλανδική γλώσσα. Τά τέσσερα κείμενα εἶναι ἐξίσου αὐθεντικά. Ἡ σύμβαση θά κατεθεθεῖ στό ἀρχεῖο τῆς Γραμματείας τοῦ Συμβουλίου τῶν Εὐρωπαϊκῶν Κοινοτήτων. Ὁ Γενικός Γραμματέας θά διαδιδάσῃ κυρωμένο ἀντίγραφο στήν κυβέρνηση κάθε ὑπογράφοντος κράτους.

Σέ πίστωση τῶν ἀνωτέρω οἱ ὑπογράφοντες πληρεξούσιοι ἔδωσαν τήν ὑπογραφή τους κάτω ἀπό τήν παρούσα σύμβαση.

Ἔγινε στίς Βρυξέλλες, στίς εἴκοσι ἐπτὰ Σεπτεμβρίου χίλια ἐννιακόσια ἐξήντα ὀκτώ.

Γιά τήν Αὐτοῦ Μεγαλειότητα τό Βασιλιά τῶν Βέλγων,

Pierre HARMEL

Γιά τόν Πρόεδρο τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας,

Willy BRANDT

Γιά τόν Πρόεδρο τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας,

Michel DEBRÉ

Γιά τόν Πρόεδρο τῆς Ἰταλικῆς Δημοκρατίας,

Giuseppe MEDICI

Γιά τήν Αὐτοῦ Βασιλική Ὑψηλότητα τό Μεγάλο Δούκα τοῦ Λουξεμβούργου,

Pierre GRÉGOIRE

Γιά τήν Αὐτῆς Μεγαλειότητα τή Βασίλισσα τῶν Κάτω Χωρῶν,

J. M. A. H. LUNS

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ

Τά Ύψηλά Συμβαλλόμενα Μέρη συμφώνησαν στίς ακόλουθες διατάξεις πού προσαρτώνται στή σύμβαση:

Άρθρο I

Κάθε πρόσωπο πού έχει τήν κατοικία του στό Λουξεμβούργο, έναγόμενο ενώπιον δικαστηρίου άλλου συμβαλλόμενου κράτους κατ' εφαρμογή του άρθρου 5 σημείο 1, μπορεί νά άμφισβητήσει τή διεθνή δικαιοδοσία του δικαστηρίου αυτού. Τό δικαστήριο αυτό διαπιστώνει αύτεπάγγελτα τήν έλλειψη διεθνούς δικαιοδοσίας του άν ό έναγόμενος δέν παραστεί.

Κάθε συμφωνία διεθνούς δικαιοδοσίας κατά τήν έννοια του άρθρου 17 παράγει τά αποτελέσματά της έναντι προσώπου πού έχει τήν κατοικία του στό Λουξεμβούργο, μόνο άν αυτό τήν έχει ρητά καί ειδικά αποδεχθεί.

Άρθρο II

Μέ τήν επιφύλαξη ευνοϊκότερων έννικων διατάξεων, πρόσωπα πού έχουν τήν κατοικία τους σέ συμβαλλόμενο κράτος καί διώκονται γιά άδίκημα έξ άμελείας ενώπιον των ποινικών δικαστηρίων άλλων συμβαλλόμενου κράτους του όποιου δέν έχουν τήν ιθαγένεια, μπορούν νά άναθέσουν τήν υπεράσπισή τους σέ άρμόδια γιά τό έργο αυτό πρόσωπα, άκόμη καί άν δέν έμφανίζονται αúτο-προσώπως.

Τό δικαστήριο μπορεί ώστόσο νά διατάζει τήν αúτο-πρόσωπη έμφάνιση· σέ περίπτωση μή έμφανίσεως ή άπόφαση πού εκδίδεται επί της πολιτικής άγωγής, χωρίς τό έν λόγω πρόσωπο νά είχε τή δυνατότητα νά άμυνθεί, μπορεί νά μήν άναγνωρισθεί ή νά μήν εκτελεσθεί στά άλλα συμβαλλόμενα κράτη.

Άρθρο III

Καμία επιδάρυση φορολογική ή τέλος, άνάλογα μέ τήν άξία της διαφοράς, δέν επιβάλλεται στό κράτος εκτελέσεως κατά τή διαδικασία χορηγήσεως του εκτελεστήριου τύπου.

Άρθρο IV

Δικαστικά καί έξώδικα έγγραφα πού συντάσσονται στό έδαφος συμβαλλόμενου κράτους καί πρέπει νά επιδοθούν σέ πρόσωπα πού δρίσκονται στό έδαφος άλλου συμβαλλόμενου κράτους διαδίδάζονται κατά τή διαδι-

κασία πού προβλέπεται από τίς συμβάσεις καί συμφωνίες μεταξύ συμβαλλόμενων κρατών.

Μέ τήν επιφύλαξη αντίθετης δηλώσεως του κράτους προορισμού προς τό Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου των Εύρωπαϊκών Κοινοτήτων, τά έγγραφα αúτά μπορούν επίσης νά στέλλονται άπευθείας από τίς άρμόδιες δημόσιες άρχές του κράτους όπου συντάσσονται στίς αντίστοιχες άρχές του κράτους στό έδαφος του όποιου δρίσκεται ό παραλήπτης του έγγράφου. Στην περίπτωση αúτη, ή άρμόδια άρχή του κράτους προελεύσεως διαδίδζει αντίγραφο της πράξεως στην αντίστοιχη άρχή του κράτους προορισμού, ή όποία είναι άρμόδια γιά νά τό παραδώσει στον παραλήπτη. Η παράδοση άποδεικνύεται μέ δεβαίωση πού άποστέλλεται άπευθείας στή δημόσια άρχή του κράτους προελεύσεως.

Άρθρο V

Η διεθνής δικαιοδοσία, πού προβλέπεται στό άρθρο 6 σημείο 2 καί στό άρθρο 10 γιά προσεπίκληση δικονομικού έγγυητή ή γιά άλλη προσεπίκληση, δέν ισχύει στην Όμοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας. Στο κράτος αúτό κάθε πρόσωπο πού έχει τήν κατοικία του στό έδαφος άλλου συμβαλλόμενου κράτους μπορεί νά προσεπικληθεί ενώπιον των δικαστηρίων κατ' εφαρμογή των παραγράφων 68, 72, 73 καί 74 της Zivilprozeßordnung σχετικά μέ τήν άνακοίνωση δίκης.

Αποφάσεις πού εκδίδονται στά άλλα συμβαλλόμενα κράτη δυνάμει του άρθρου 6 σημείο 2 καί του άρθρου 10 άναγνωρίζονται καί εκτελούνται στην Όμοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας σύμφωνα μέ τόν τίτλο III. Αποτέλεσμα πού σύμφωνα μέ τίς παραγράφους 68, 72, 73 καί 74 της Zivilprozeßordnung παράγονται έναντι τρίτων από άποφάσεις εκδιδόμενες στην Όμοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας άναγνωρίζονται καί στά άλλα συμβαλλόμενα κράτη.

Άρθρο VI

Τά συμβαλλόμενα κράτη άνακοινώνουν στό Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου των Εύρωπαϊκών Κοινοτήτων τά κείμενα των νομοθετικών διατάξεών τους μέ τά όποια τροποποιούν είτε τίς διατάξεις της νομοθεσίας τους, τίς άναφερόμενες στή σύμβαση, είτε τους πίνακες των δικαστηρίων πού μνημονεύονται στον τίτλο III τμήμα 2 της συμβάσεως.

Σέ πίστωση τῶν ἀνωτέρω οἱ ὑπογράφωντες πληρεξούσιοι ἔθεσαν τήν ὑπογραφή τους κάτω ἀπό τό παρόν πρωτόκολλο.

Ἐγινε στίς Βρυξέλλες, στίς εἴκοσι ἐπτά Σεπτεμβρίου χίλια ἐννιακόσια ἐξήντα ὀκτώ.

Γιά τήν Αὐτοῦ Μεγαλειότητα τό Βασιλιά τῶν Βέλγων,

Pierre HARMEL

Γιά τόν Πρόεδρο τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας,

Willy BRANDT

Γιά τόν Πρόεδρο τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας,

Michel DEBRÉ

Γιά τόν Πρόεδρο τῆς Ἰταλικῆς Δημοκρατίας,

Giuseppe MEDICI

Γιά τήν Αὐτοῦ Βασιλική Ὑψηλότητα τό Μεγάλο Δούκα τοῦ Λουξεμβούργου,

Pierre GRÉGOIRE

Γιά τήν Αὐτῆς Μεγαλειότητα τή Βασίλισσα τῶν Κάτω Χωρῶν,

J. M. A. H. LUNS

ΚΟΙΝΗ ΔΗΛΩΣΗ

Οι Κυβερνήσεις του Βασιλείου του Βελγίου, της Όμοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας, της Γαλλικής Δημοκρατίας, της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου και του Βασιλείου των Κάτω Χωρών,

Κατά την υπογραφή της συμβάσεως για τη διεθνή δικαιοδοσία και την εκτέλεση αποφάσεων σέ αστικές και έμπορικές υποθέσεις,

Έπιθυμώντας νά εξασφαλίσουν την όσο τό δυνατό αποτελεσματικότερη εφαρμογή των διατάξεών της,

Θέλοντας νά αποτρέψουν έρμηνευτικές αποκλίσεις πού μπορούν νά παρακωλύσουν την ένοποιητική λειτουργία της συμβάσεως,

Έχοντας επίγνωση ότι μπορεί ένδεχομένως νά έμφανισθουν κατά την εφαρμογή της συμβάσεως θετικές ή άρνητικές συγκρούσεις διεθνούς δικαιοδοσίας,

Δηλώνουν ότι είναι πρόθυμες:

1. νά μελετήσουν τά ζητήματα αυτά και ιδίως νά εξετάσουν τή δυνατότητα παροχής όρισμένων άρμοδιοτήτων στό Δικαστήριο των Εύρωπαϊκών Κοινοτήτων και, ένδεχομένως, νά διαπραγματευθουν τή σχετική συμφωνία·
2. νά καθιερώσουν τακτική έπικοινωνία των αντιπροσώπων τους.

Σέ πίστωση των άνωτέρω οι υπογράφοντες πληρεξούσιοι έθεσαν την υπογραφή τους κάτω από την παρούσα κοινή δήλωση.

Έγινε στίς Βρυξέλλες, στίς είκοσι έπτά Σεπτεμβρίου χίλια έννιακόσια έξήντα όκτώ.

Γιά την Αυτόν Μεγαλειότητα τό Βασιλιά των Βέλγων,

Pierre HARMEL

Γιά τον Πρόεδρο της Όμοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας,

Willy BRANDT

Γιά τον Πρόεδρο της Γαλλικής Δημοκρατίας,

Michel DEBRÉ

Γιά τον Πρόεδρο της Ιταλικής Δημοκρατίας,

Giuseppe MEDICI

Γιά την Αυτόν Βασιλική Ύψηλότητα τό Μεγάλο Δούκα του Λουξεμβούργου,

Pierre GRÉGOIRE

Γιά την Αυτής Μεγαλειότητα τή Βασίλισσα των Κάτω Χωρών,

J. M. A. H. LUNS

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ

γιά τήν ἑρμηνεία ἀπό τό Δικαστήριό τῶν Εὐρωπαϊκῶν Κοινοτήτων τῆς συμβάσεως τῆς 27ης Σεπτεμβρίου 1968 γιά τή διεθνή δικαιοδοσία καί τήν ἐκτέλεση ἀποφάσεων σέ ἀστικές καί ἐμπορικές ὑποθέσεις

ΤΑ ΥΨΗΛΑ ΣΥΜΒΑΛΛΟΜΕΝΑ ΜΕΡΗ ΣΤΗ ΣΥΝΘΗΚΗ ΠΕΡΙ ΙΔΡΥΣΕΩΣ ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΑΪΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΗΣ ΚΟΙΝΟΤΗΤΑΣ,

Ἐχοντας ὑπόψη τή δήλωση πού ἔχει προσαρτηθεῖ στή σύμβαση γιά τή διεθνή δικαιοδοσία καί τήν ἐκτέλεση ἀποφάσεων σέ ἀστικές καί ἐμπορικές ὑποθέσεις, ἡ ὁποία ὑπογράφηκε στίς Βρυξέλλες στίς 27 Σεπτεμβρίου 1968,

Ἀποφάσισαν νά συνάψουν πρωτόκολλο, μέ τό ὁποῖο νά παρέχεται στό Δικαστήριό τῶν Εὐρωπαϊκῶν Κοινοτήτων ἀρμοδιότητα γιά τήν ἑρμηνεία τῆς ἐν λόγω συμβάσεως, καί πρὸς τό σκοπό αὐτό ὁρισαν πληρεξουσίους:

Η ΑΥΤΟΥ ΜΕΓΑΛΕΙΟΤΗΤΑ Ο ΒΑΣΙΛΙΑΣ ΤΩΝ ΒΕΛΓΩΝ:

τόν κ. Alfons VRANCKX,
Ὑπουργό Δικαιοσύνης,

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΤΗΣ ΓΕΡΜΑΝΙΑΣ:

τόν κ. Gerhard JAHN,
Ὁμοσπονδιακό Ὑπουργό Δικαιοσύνης,

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΓΑΛΛΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ:

τόν κ. René Pleven,
Ὑπουργό Δικαιοσύνης,

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΙΤΑΛΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ:

τόν κ. Erminio PENNACCHINI,
Ὑφυπουργό Δικαιοσύνης,

Η ΑΥΤΟΥ ΒΑΣΙΛΙΚΗ ΥΨΗΛΟΤΗΤΑ Ο ΜΕΓΑΣ ΔΟΥΚΑΣ ΤΟΥ ΛΟΥΞΕΜΒΟΥΡΓΟΥ:

τόν κ. Eugène SCHAUS,
Ὑπουργό Δικαιοσύνης,
Ἀντιπρόεδρο τῆς Κυβερνήσεως

Η ΑΥΤΗΣ ΜΕΓΑΛΕΙΟΤΗΤΑ Η ΒΑΣΙΛΙΣΣΑ ΤΩΝ ΚΑΤΩ ΧΩΡΩΝ:

τόν κ. C. H. F. POLAK,
Ὑπουργό Δικαιοσύνης,

ΟΙ ΟΠΟΙΟΙ συνήλθαν στό πλαίσιο τοῦ Συμβουλίου καί, ἀφοῦ ἀντάλλαξαν τά πληρεξούσια ἐγγραφέα τους πού δρέθηκαν ἐντάξει:

ΣΥΜΦΩΝΗΣΑΝ ΣΤΙΣ ΑΚΟΛΟΥΘΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ:

Ἄρθρο 1

Τό Δικαστήριό τῶν Εὐρωπαϊκῶν Κοινοτήτων εἶναι ἀρμόδιο νά ἀποφαίνεται ἐπὶ τῆς ἑρμηνείας τῆς συμβάσεως γιά τή διεθνή δικαιοδοσία καί τήν ἐκτέλεση ἀποφά-

σεων σέ ἀστικές καί ἐμπορικές ὑποθέσεις καί τοῦ προσαρτημένου στή σύμβαση αὐτή πρωτοκόλλου, πού ὑπογράφηκαν στίς Βρυξέλλες στίς 27 Σεπτεμβρίου 1968, καθώς καί τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου.

Άρθρο 2

Τά ακόλουθα δικαστήρια δύνανται νά ζητούν από τό Δικαστήριο νά αποφαίνεται προδικαστικά επί θεμάτων έρμηνείας:

1. — στό Βέλγιο: Cour de cassation — Het Hof van Cassatie καί Conseil d'état — De Raad van State,
— στήν Όμοσπονδιακή Δημοκρατία τής Γερμανίας: τά Oberste Gerichtshöfe des Bundes,
— στή Γαλλία: Cour de cassation καί Conseil d'état,
— στήν Ίταλία: Corte supreme di cassazione,
— στό Λουξεμβούργο: Cour supérieure de justice, ως άκυρωτικό,
— στίς Κάτω Χώρες: Hoge Raad·
2. τά δικαστήρια των συμβαλλόμενων κρατών όταν δικάζουν σέ δεύτερο βαθμό·
3. στίς περιπτώσεις πού προβλέπονται από τό άρθρο 37 τής συνδάσεως, τά δικαστήρια πού μνημονεύονται στό άρθρο αυτό.

Άρθρο 3

1. "Αν θέμα έρμηνείας τής συνδάσεως καί των άλλων κειμένων πού αναφέρονται στό άρθρο 1 ανακύψει στό πλαίσιο υποθέσεως πού είναι έκκρεμής σέ δικαστήριο από τά μνημονεύματα στό άρθρο 2 σημείο 1, τό δικαστήριο αυτό, έφόσον κρίνει ότι άπόφαση γιά τό θέμα είναι αναγκαία γιά τήν έκδοση τής δικής του άποφάσεως υποχρεούται νά ζητήσει από τό Δικαστήριο νά άποφανθεί σχετικά.
2. "Αν τέτοιο θέμα ανακύψει ενώπιον δικαστηρίου από τά αναφερόμενα στό άρθρο 2 σημεία 2 καί 3, τό δικαστήριο αυτό δύναται, υπό τούς όρους πού αναφέρονται στήν παράγραφο 1, νά ζητήσει από τό Δικαστήριο νά άποφανθεί σχετικά.

Άρθρο 4

1. "Η άρμόδια άρχή συμβαλλόμενου κράτους μπορεί νά ζητήσει από τό Δικαστήριο νά άποφανθεί επί ζητήματος έρμηνείας τής συνδάσεως καί των άλλων κειμένων πού αναφέρονται στό άρθρο 1, άν άποφάσεις δικαστηρίων του κράτους αυτού έρχονται σέ αντίθεση μέ τήν έρμηνεία πού έχει δοθεί είτε από τό Δικαστήριο είτε σέ άπόφαση ενός από τά δικαστήρια άλλου συμβαλλόμενου κράτους πού μνημονεύονται στό άρθρο 2 σημεία 1 καί 2. Οι διατάξεις τής παρούσας παραγράφου εφαρμόζονται μόνο επί άποφάσεων πού απέκτησαν ισχύ δεδικασμένου.
2. "Η έρμηνεία πού δίνει τό Δικαστήριο μετά από παρόμοια αίτηση, δέν παράγει αποτελέσματα γιά τίς άποφάσεις επ' ευκαιρία των οποίων ζητήθηκε.
3. "Η αίτηση έρμηνείας, σύμφωνα μέ τήν παράγραφο 1, υποβάλλεται στό Δικαστήριο από τούς γενικούς εισαγγελείς των άκυρωτικών δικαστηρίων των συμβαλλόμενων κρατών ή από κάθε άλλη άρχή τήν όποία όρίζει συμβαλλόμενο κράτος.

4. "Ο Γραμματέας του Δικαστηρίου κοινοποιεί τήν αίτηση στά συμβαλλόμενα κράτη, τήν Έπιτροπή καί τό Συμβούλιο των Εύρωπαϊκών Κοινοτήτων, τά όποια δύνανται νά καταθέσουν στό Δικαστήριο, μέσα σέ προθεσμία δύο μηνών από τήν κοινοποίηση, υπομνήματα ή γραπτές παρατηρήσεις.

5. Στή διαδικασία του άρθρου αυτού δέν εισπράττονται τέλη ούτε επιστρέφονται έξοδα.

Άρθρο 5

1. Μέ τήν επιφύλαξη αντίθετων διατάξεων του παρόντος πρωτοκόλλου, οι διατάξεις τής συνθήκης περί ιδρύσεως τής Εύρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας καί του προσαρτημένου πρωτοκόλλου περί του Όργανισμου του Δικαστηρίου, πού είναι εφαρμoστέες όταν τό Δικαστήριο καλείται νά άποφανθεί προδικαστικά, εφαρμόζονται καί στή διαδικασία έρμηνείας τής συνδάσεως καί των άλλων κειμένων πού μνημονεύονται στό άρθρο 1.

2. "Αν είναι αναγκαίο, ό κανονισμός διαδικασίας του Δικαστηρίου προσαρμόζεται καί συμπληρώνεται σύμφωνα μέ τό άρθρο 188 τής συνθήκης περί ιδρύσεως τής Εύρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας.

Άρθρο 6

Τό παρόν πρωτόκολλο εφαρμόζεται στό εύρωπαϊκό έδαφος των συμβαλλόμενων κρατών, στά υπερπόντια γαλλικά διαμερίσματα, καθώς καί στα υπερπόντια γαλλικά έδάφη.

Τό Βασίλειο των Κάτω Χωρών μπορεί, κατά τήν υπογραφή ή τήν έπικύρωση του παρόντος πρωτοκόλλου, ή όποτεδήποτε μεταγενέστερα, νά δηλώσει, μέ γνωστοποίηση στό Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου των Εύρωπαϊκών Κοινοτήτων, ότι τό παρόν πρωτόκολλο εφαρμόζεται στό Σουρινάμ καί στίς Όλλανδικές Αντίλλες.

Άρθρο 7

Τό παρόν πρωτόκολλο θά έπικυρωθεί από τά υπογράφοντα κράτη. Τά έγγραφα έπικυρώσεως θά κατατεθούν στό Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου των Εύρωπαϊκών Κοινοτήτων.

Άρθρο 8

Τό παρόν πρωτόκολλο άρχίζει νά ισχύει τήν πρώτη ήμέρα του τρίτου μήνα πού ακολουθεί τήν κατάθεση του έγγραφου έπικυρώσεως του υπογράφοντος κράτους πού θά προδεί τελευταίο στή διατύπωση αυτή. "Η έναρξη όμως ισχύος του πρωτοκόλλου δέν μπορεί νά προηγηθεί τής έναρξεως ισχύος τής συνδάσεως τής 27ης Σεπτεμβρίου 1968 γιά τή διεθνή δικαιοδοσία καί τήν εκτέλεση άποφάσεων σέ άστικές καί έμπορικές υποθέσεις.

Άρθρο 9

Τά συμβαλλόμενα κράτη άναγνωρίζουν ότι κάθε κράτος πού γίνεται μέλος τής Εύρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας καί στό όποιο εφαρμόζεται τό άρθρο 63 τής συνδάσεως γιά τή διεθνή δικαιοδοσία καί τήν εκτέλεση

αποφάσεων σέ αστικές καί έμπορικέσ ύποθέσεις όφείλει, μέ τήν επιφύλαξη τών αναγκαίων προσαρμογών, νά αποδεχθεί τίς διατάξεις του παρόντος πρωτοκόλλου.

Άρθρο 10

Ό Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου τών Εύρωπαϊκών Κοινοτήτων γνωστοποιεί στά ύπογράφοντα κράτη:

- α) τήν κατάθεση κάθε έγγραφου επικυρώσεως·
- β) τήν ήμερομηνία έναρξεως ισχύος του παρόντος πρωτοκόλλου·
- γ) τίς δηλώσεις πού κατατίθενται κατ' έφαρμογή του άρθρου 4 παράγραφος 3·
- δ) τίς δηλώσεις πού κατατίθενται κατ' έφαρμογή του άρθρου 6 δεύτερο έδάφιο.

Άρθρο 11

Τά συμβαλλόμενα κράτη ανακοινώνουν στό Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου τών Εύρωπαϊκών Κοινοτήτων τά κείμενα τών νομοθετικών διατάξεών τους

πού επιφέρουν τροποποίηση του πίνακα τών δικαστηρίων στό άρθρο 2 σημείο 1.

Άρθρο 12

Η διάρκεια του παρόντος πρωτοκόλλου είναι άπερίοριστη.

Άρθρο 13

Κάθε συμβαλλόμενο κράτος μπορεί νά ζητήσει τήν αναθεώρηση του παρόντος πρωτοκόλλου. Στην περίπτωση αυτή συγκαλείται από τόν Πρόεδρο του Συμβουλίου τών Εύρωπαϊκών Κοινοτήτων συνδιάσκεψη αναθεωρήσεως.

Άρθρο 14

Τό παρόν πρωτόκολλο συντάσσεται σέ ένα μόνο αντίτυπο στή γαλλική, γερμανική, ιταλική καί όλλανδική γλώσσα. Τά τέσσερα κείμενα είναι έξίσου αὐθεντικά. Τό πρωτόκολλο θά κατατεθεί στό άρχείο της Γραμματείας του Συμβουλίου τών Εύρωπαϊκών Κοινοτήτων. Ό Γενικός Γραμματέας θά διαβιβάσει κυρωμένο αντίγραφο στην κυβέρνηση καθενός ύπογράφοντος κράτους.

Σέ πίστωση τών άνωτέρω οί ύπογράφοντες πληρεξούσιοι έθεσαν τήν ύπογραφή τους κάτω από τό παρόν πρωτόκολλο.

Έγινε στό Λουξεμβούργο, στίς τρείς Ίουνίου χίλια έννιακόσια έβδομήντα ένα.

Γιά τήν Αὐτοῦ Μεγαλειότητα τό Βασιλιά τών Βέλγων,

Alfons VRANCKX

Γιά τόν Πρόεδρο της Όμοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας,

Gerhard JAHN

Γιά τόν Πρόεδρο της Γαλλικής Δημοκρατίας,

René PLEVEN

Γιά τόν Πρόεδρο της Ίταλικής Δημοκρατίας,

Erminio PENNECCHINI

Γιά τήν Αὐτοῦ Βασιλική Ύψηλότητα τό Μεγάλο Δούκα του Λουξεμβούργου,

Eugène SCHAUS

Γιά τήν Αὐτῆς Μεγαλειότητα τή Βασίλισσα τών Κάτω Χωρών,

C. H. F. POLAK

ΚΟΙΝΗ ΔΗΛΩΣΗ

Οι Κυβερνήσεις του Βασιλείου του Βελγίου, της Όμοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας, της Γαλλικής Δημοκρατίας, της Ιταλικής Δημοκρατίας, του Μεγάλου Δουκάτου του Λουξεμβούργου και του Βασιλείου των Κάτω Χωρών,

Κατά την υπογραφή του πρωτοκόλλου για την έρμηνεία από το Δικαστήριο των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων της συμβάσεως της 27ης Σεπτεμβρίου 1968 για τη διεθνή δικαιοδοσία και την εκτέλεση αποφάσεων σε άστικές και έμπορικές υποθέσεις,

Έπιθυμώντας να διασφαλίσουν την όσο το δυνατό αποτελεσματικότερη και ομοιόμορφη εφαρμογή των διατάξεων του πρωτοκόλλου αυτού,

Δηλώνουν ότι είναι έτοιμες να οργανώσουν, σε συνεργασία με το Δικαστήριο, ανταλλαγή πληροφοριών σχετικά με τις αποφάσεις τις οποίες εκδίδουν τα δικαστήρια που αναφέρονται στο άρθρο 2 παράγραφος 1 του εν λόγω πρωτοκόλλου κατ' εφαρμογή της συμβάσεως και του πρωτοκόλλου της 27ης Σεπτεμβρίου 1968.

Σε πίστωση των ανωτέρω οι υπογράφωντες πληρεξούσιοι έθεσαν την υπογραφή τους κάτω από την παρούσα κοινή δήλωση.

Έγινε στο Λουξεμβούργο, στις τρεις Ίουνίου χίλια έννιακόσια έβδομήντα ένα.

Γιά την Αυτόν Μεγαλειότητα τό Βασιλιά των Βέλγων,

Alfons VRANCKX

Γιά τόν Πρόεδρο της Όμοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας,

Gerhard JAHN

Γιά τόν Πρόεδρο της Γαλλικής Δημοκρατίας,

René PLEVEN

Γιά τόν Πρόεδρο της Ιταλικής Δημοκρατίας,

Erminio PENNECCHINI

Γιά τήν Αυτόν Βασιλική Ύψηλότητα τό Μεγάλο Δούκα του Λουξεμβούργου,

Eugène SCHAUS

Γιά τήν Αύτης Μεγαλειότητα τή Βασίλισσα των Κάτω Χωρών,

C. H. F. POLAK

ΣΥΜΒΑΣΗ

γιά τήν προσχώρηση τοῦ Βασιλείου τῆς Δανίας, τῆς Ἰρλανδίας καί τοῦ Ἠνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρετανίας καί Βόρειας Ἰρλανδίας στή σύμβαση γιά τή διεθνή δικαιοδοσία καί τήν ἐκτέλεση ἀποφάσεων σέ ἀστικές καί ἐμπορικές ὑποθέσεις, καθῶς καί στό πρωτόκολλο γιά τήν ἐρμηνεία τῆς ἀπό τό Δικαστήριο τῶν Εὐρωπαϊκῶν Κοινοτήτων

ΠΡΟΟΙΜΙΟ

ΤΑ ΥΨΗΛΑ ΣΥΜΒΑΛΛΟΜΕΝΑ ΜΕΡΗ ΣΤΗ ΣΥΝΘΗΚΗ ΠΕΡΙ ΙΔΡΥΣΕΩΣ ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΑΪΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΗΣ ΚΟΙΝΟΤΗΤΑΣ,

ΕΚΤΙΜΩΝΤΑΣ ὅτι τό Βασίλειο τῆς Δανίας, ἡ Ἰρλανδία καί τό Ἠνωμένο Βασίλειο τῆς Μεγάλης Βρετανίας καί Βόρειας Ἰρλανδίας, ὅταν ἔγιναν μέλη τῆς Κοινότητος, ἀνέλαβαν τήν ὑποχρέωση νά προσχωρήσουν στή σύμβαση γιά τή διεθνή δικαιοδοσία καί τήν ἐκτέλεση ἀποφάσεων σέ ἀστικές καί ἐμπορικές ὑποθέσεις καί στό πρωτόκολλο γιά τήν ἐρμηνεία τῆς ἀπό τό Δικαστήριο τῶν Εὐρωπαϊκῶν Κοινοτήτων, καί νά ἀρχίσουν πρὸς τό σκοπό αὐτό διαπραγματεύσεις μέ τὰ ἀρχικά Κράτη μέλη τῆς Κοινότητος ὥστε νά ἐπενεχθοῦν οἱ ἀναγκαῖες προσαρμογές στά κείμενα αὐτά,

ΑΠΟΦΑΣΙΣΑΝ νά συνάψουν τήν παρούσα σύμβαση καί πρὸς τό σκοπό αὐτό ὄρισαν πληρεξουσίους:

Η ΑΥΤΟΥ ΜΕΓΑΛΕΙΟΤΗΤΑ Ο ΒΑΣΙΛΙΑΣ ΤΩΝ ΒΕΛΓΩΝ:

τόν κ. Renaat VAN ELSLANDE,
Υπουργό Δικαιοσύνης,

Η ΑΥΤΗΣ ΜΕΓΑΛΕΙΟΤΗΤΑ Η ΒΑΣΙΛΙΣΣΑ ΤΗΣ ΔΑΝΙΑΣ:

τήν κ. Nathalie LIND,
Υπουργό Δικαιοσύνης,

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΤΗΣ ΓΕΡΜΑΝΙΑΣ:

τόν Δρα Hans-Jochen VOGEL,
Ὁμοσπονδιακό Υπουργό Δικαιοσύνης,

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΓΑΛΛΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ:

τόν κ. Alain PEYREFITTE,
Υπουργό Δικαιοσύνης,

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΙΡΛΑΝΔΙΑΣ:

τόν κ. Gérard COLLINS,
Υπουργό Δικαιοσύνης,

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΙΤΑΛΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ:

τόν κ. Paolo BONIFACIO,
Υπουργό Δικαιοσύνης,

Η ΑΥΤΟΥ ΒΑΣΙΛΙΚΗ ΥΨΗΛΟΤΗΤΑ Ο ΜΕΓΑΛΟΣ ΔΟΥΚΑΣ ΤΟΥ ΛΟΥΞΕΜΒΟΥΡΓΟΥ:

τόν κ. Robert KRIEPS,
Υπουργό Ἐθνικῆς Παιδείας,
Υπουργό Δικαιοσύνης,

Η ΑΥΤΗΣ ΜΕΓΑΛΕΙΟΤΗΤΑ Η ΒΑΣΙΛΙΣΣΑ ΤΩΝ ΚΑΤΩ ΧΩΡΩΝ:

τόν κ. J. de RUITER,
Υπουργό Δικαιοσύνης,

Η ΑΥΤΗΣ ΜΕΓΑΛΕΙΟΤΗΤΑ Η ΒΑΣΙΛΙΣΣΑ ΤΟΥ ΗΝΩΜΕΝΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΜΕΓΑΛΗΣ ΒΡΕΤΑΝΙΑΣ ΚΑΙ ΒΟΡΕΙΑΣ ΙΡΛΑΝΔΙΑΣ:

τόν Έντιμότατο Λόρδο κ. ELWYN-ZONES, C. H.,
Υπουργό Δικαιοσύνης της Μεγάλης Βρετανίας,

ΟΙ ΟΠΟΙΟΙ συνήλθαν στο πλαίσιο του Συμβουλίου καί, αφού ανταλλάξαν τα πληρεξούσια έγγραφα τους που δρέθηκαν εντάξει,

ΣΥΜΦΩΝΗΣΑΝ ΣΤΙΣ ΑΚΟΛΟΥΘΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ:

ΤΙΤΛΟΣ I

Γενικές διατάξεις

Άρθρο 1

Τό Βασίλειο της Δανίας, ή Ίρλανδία καί τό Ήνωμένο Βασίλειο της Μεγάλης Βρετανίας καί Βόρειας Ίρλανδίας προσχωρούν στή σύμβαση γιά τή διεθνή δικαιοδοσία καί τήν εκτέλεση αποφάσεων σέ αστικές καί έμπορικές υποθέσεις, πού υπογράφηκε στίς Βρυξέλλες στίς 27 Σεπτεμβρίου 1968 καί αποκαλείται στή συνέχεια «σύμβαση του 1968», καί στό πρωτόκολλο γιά τήν έρμηνεία της από τό Δικαστήριο τών Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων, πού υπογράφηκε στό Λουξεμβούργο στίς 3 Ιουνίου 1971 καί αποκαλείται στή συνέχεια «πρωτόκολλο του 1971».

Άρθρο 2

Οί προσαρμογές της συμβάσεως του 1968 καί του πρωτοκόλλου του 1971 περιέχονται στους τίτλους II έως IV της παρούσας συμβάσεως.

ΤΙΤΛΟΣ II

Προσαρμογές της συμβάσεως του 1968

Άρθρο 3

Τό άρθρο 1 πρώτη παράγραφος της συμβάσεως του 1968 συμπληρώνεται μέ τίς έξης διατάξεις:

«Δέν καλύπτει, ιδίως, φορολογικές, τελωνειακές ή διοικητικές υποθέσεις.».

Άρθρο 4

Τό άρθρο 3 δεύτερη παράγραφος της συμβάσεως του 1968 αντικαθίσταται από τίς έξης διατάξεις:

«Δέν εφαρμόζονται σέ δάρος τους, ιδίως:

- στό Βέλγιο: τό άρθρο 15 του Code civil — Burgerlijk Wetboek (άστικού κώδικα) καί τό άρθρο 638 του Code judiciaire — Gerechdelijk Wetboek (δικονομικού κώδικα)·
- στή Δανία: τό άρθρο 248 παράγραφος 2 του Lov om rettens pleje (νόμου πολιτικής δικονομίας) καί τό κεφάλαιο 3 άρθρο 2 του Lov for Grønland om rettens pleje (νόμου πολιτικής δικονομίας της Γροιλανδίας)·

- στήν Όμοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας: τό άρθρο 23 του Zivilprozeßordnung (κώδικα πολιτικής δικονομίας)·
- στή Γαλλία: τά άρθρα 14 καί 15 του Code civil (άστικού κώδικα)·
- στήν Ίρλανδία: οί διατάξεις οί σχετικές μέ τή διεθνή δικαιοδοσία πού θεμελιώνεται σέ εισαγωγικό έγγραφο της δίκης, επιδιδόμενο σέ έναγόμενο πού βρίσκεται προσωρινά στήν Ίρλανδία·
- στήν Ίταλία: τό άρθρο 2 καί τό άρθρο 4 σημεία 1 καί 2 του Codice di procedura civile (κώδικα πολιτικής δικονομίας)·
- στό Λουξεμβούργο: τά άρθρα 14 καί 15 του Code civil (άστικού κώδικα)·
- στίς Κάτω Χώρες: τό άρθρο 126 τρίτο έδάφιο καί τό άρθρο 127 του Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering (κώδικα πολιτικής δικονομίας)·
- στό Ήνωμένο Βασίλειο: οί διατάξεις οί σχετικές μέ τή διεθνή δικαιοδοσία πού θεμελιώνεται:
 - α) σέ εισαγωγικό έγγραφο της δίκης, επιδιδόμενο σέ έναγόμενο πού βρίσκεται προσωρινά στό Ήνωμένο Βασίλειο,
 - β) στήν ύπαρξη στό Ήνωμένο Βασίλειο περιουσιακών στοιχείων του έναγομένου,
 - γ) στήν κατάσχεση από τόν έναγοντα περιουσιακών στοιχείων πού βρίσκονται στό Ήνωμένο Βασίλειο.».

Άρθρο 5

1. Τό άρθρο 5 σημείο 1 της συμβάσεως του 1968 αντικαθίσταται, στό γαλλικό κείμενο, από τίς έξης διατάξεις:

«1. en matière contractuelle, devant le tribunal du lieu où l'obligation qui sert de base à la demande a été ou doit être exécutée.».

2. Τό άρθρο 5 σημείο 1 της συμβάσεως του 1968 αντικαθίσταται, στό όλλανδικό κείμενο, από τίς έξης διατάξεις:

«1. ten aanzien van verbintenissen uit overeenkomst: voor het gerecht van de plaats, waar de verbintenis, die aan de eis ten grondslag ligt, is uitgevoerd of moet worden uitgevoerd;».

3. Τό άρθρο 5 σημείο 2 της συμβάσεως του 1968 αντικαθίσταται από τις εξής διατάξεις:

«2. ως προς υποχρεώσεις διατροφής, ενώπιον του δικαστηρίου του τόπου όπου ο δικαιούχος της διατροφής έχει την κατοικία ή συνήθη διαμονή του ή, εφόσον πρόκειται για άγωγή παρεπόμενη δίκης σχετικής με την προσωπική κατάσταση, ενώπιον του δικαστηρίου που κατά τό δίκαιο του δικάζοντος δικαστή έχει διεθνή δικαιοδοσία στην περίπτωση της δίκης αυτής, εκτός αν η διεθνής αυτή δικαιοδοσία θεμελιώνεται μόνο στην ιθαγένεια ενός των διαδίκων.»

4. Τό άρθρο 5 της συμβάσεως του 1968 συμπληρώνεται με τις εξής διατάξεις:

«6. υπό την ιδιότητά του ως ιδρυτή, trustee, ή δικαιούχου ενός trust που έχει συσταθεί, είτε δυνάμει νόμου είτε γραπτά ή προφορικά με γραπτή επιβεβαίωση, ενώπιον των δικαστηρίων του συμβαλλόμενου κράτους στο έδαφος του οποίου τό trust έχει την έδρα του·

7. σέ διαφορές σχετικές με πληρωμή της άμοιψης που απαιτείται για την άρωγή ή τή διάσωση φορτίου ή ναύλου, ενώπιον του δικαστηρίου στην περιφέρεια του οποίου τό έν λόγω φορτίο ή ο αντίστοιχος ναύλος:

α) έχει κατασχεθεί για νά εξασφαλισθεί ή πληρωμή αυτή, ή

β) θά μπορούσε νά είχε κατασχεθεί για τό σκοπό αυτό αλλά παρασχέθηκε έγγυηση ή άλλου είδους ασφάλεια·

ή διάταξη αυτή δέν εφαρμόζεται παρά μόνο εφόσον προβάλλεται ο ισχυρισμός ότι ο έναγόμενος έχει δικαίωμα επί του φορτίου ή του ναύλου ή ότι είχε τέτοιο δικαίωμα κατά τό χρόνο της έν λόγω άρωγής ή διασώσεως.»

Άρθρο 6

Ο τίτλος II τμήμα 2 της συμβάσεως του 1968 συμπληρώνεται με τό εξής άρθρο:

«Άρθρο 6α

Όταν, σύμφωνα με την παρούσα σύμβαση, δικαστήριο συμβαλλόμενου κράτους έχει διεθνή δικαιοδοσία για νά κρίνει άγωγές άστικής ευθύνης που άπορρέει από χρησιμοποίηση ή εκμετάλλευση πλοίου, τό δικαστήριο αυτό ή κάθε άλλο που τό υποκαθιστά, σύμφωνα με τό έσωτερικό δίκαιο του κράτους αυτού, εκδικάζει καί τά αιτήματα τά σχετικά με τόν περιορισμό της ευθύνης.»

Άρθρο 7

Τό άρθρο 8 της συμβάσεως του 1968 αντικαθίσταται από τις εξής διατάξεις:

«Άρθρο 8

Ο ασφαλιστής που έχει την κατοικία του στο έδαφος συμβαλλόμενου κράτους μπορεί νά έναχθει:

1. ενώπιον των δικαστηρίων του κράτους όπου έχει την κατοικία του, ή

2. σέ άλλο συμβαλλόμενο κράτος, ενώπιον του δικαστηρίου του τόπου όπου ο αντισυμβαλλόμενος του ασφαλιστή έχει την κατοικία του, ή

3. αν πρόκειται για συνασφαλιστή, ενώπιον του δικαστηρίου του συμβαλλόμενου κράτους, στο οποίο έχει έναχθει ο κύριος ασφαλιστής.

Όταν ο ασφαλιστής δέν έχει κατοικία στο έδαφος συμβαλλόμενου κράτους, αλλά διαθέτει υποκατάστημα, πρακτορείο ή οποιαδήποτε άλλη εγκατάσταση σέ συμβαλλόμενο κράτος, θεωρείται, για διαφορές σχετικές με την εκμετάλλευσή τους, ότι έχει την κατοικία του στο έδαφος του κράτους αυτού.»

Άρθρο 8

Τό άρθρο 12 της συμβάσεως του 1968 αντικαθίσταται από τις εξής διατάξεις:

«Άρθρο 12

Παρέκκλιση από τις διατάξεις του παρόντος τμήματος είναι δυνατή μόνο με συμφωνίες:

1. μεταγενέστερες από τή γένεση της διαφοράς, ή

2. που επιτρέπουν στον αντισυμβαλλόμενο, τόν ασφαλισμένο ή τό δικαιούχο νά προσφύγει καί σέ άλλα δικαστήρια εκτός από αυτά που προβλέπονται στο παρόν τμήμα, ή

3. που, έχοντας συναφθεί ανάμεσα σέ ασφαλιστή καί αντισυμβαλλόμενο με κατοικία ή συνήθη διαμονή κατά τό χρόνο συνάψεως της συμβάσεως στο ίδιο συμβαλλόμενο κράτος, άπονέμουν διεθνή δικαιοδοσία στα δικαστήρια του κράτους αυτού, άκόμα καί αν τό ζημιόγνο γεγονός συμβεί στην άλλοδαπή, εκτός αν τό δικαίό του άπαγορεύει τέτοιες συμφωνίες, ή

4. που έχουν συναφθεί από αντισυμβαλλόμενο χωρίς κατοικία σέ συμβαλλόμενο κράτος, εκτός αν πρόκειται για υποχρεωτική ασφάλιση ή για ασφάλιση άκινήτου που κείται σέ συμβαλλόμενο κράτος, ή

5. που άφορούν ασφαλιστική σύμβαση εφόσον αυτή καλύπτει έναν ή περισσότερους από τούς αναφερόμενους στο άρθρο 12α κινδύνους.»

Άρθρο 9

Ο τίτλος II τμήμα 3 της συμβάσεως του 1968 συμπληρώνεται με τό εξής άρθρο:

«Άρθρο 12α

Οί αναφερόμενοι στο άρθρο 12 σημείο 5 κίνδυνοι είναι οί ακόλουθοι:

1. Κάθε άπώλεια ή ζημία σέ

α) πλοία, εγκαταστάσεις άνοικτά των άκτών καί στην άνοικτή θάλασσα ή άεροσκάφη, ή όποια συνδέεται με τή χρησιμοποίησή τους για έμπορικούς σκοπούς·

- 6) έμπορεύματα, εκτός από τις άποσκευές επιβατών, κατά τη διάρκεια μεταφοράς που πραγματοποιείται με αυτά τα πλοία ή αεροσκάφη, είτε όλικά είτε σε συνδυασμό με άλλα μεταφορικά μέσα.
2. Κάθε είδος ευθύνης, εκτός από την ευθύνη για σωματικές βλάβες των επιβατών ή για απώλεια ή ζημία των άποσκευών τους:
 - α) από τη χρησιμοποίηση ή εκμετάλλευση πλοίων, εγκαταστάσεων ή αεροσκαφών, σύμφωνα με το σημείο 1 υπό α), στο μέτρο που το δικαιο του συμβαλλόμενου κράτους έγγραφης του αεροσκάφους δεν άπαγορεύει τις συμφωνίες διεθνούς δικαιοδοσίας ως προς την ασφάλιση των κινδύνων αυτών·
 - 6) για ζημίες που προκαλούνται από έμπορεύματα κατά τη διάρκεια μεταφοράς υπό την έννοια του σημείου 1 υπό 6).
3. Κάθε χρηματική ζημία συνδεόμενη με τη χρησιμοποίηση ή εκμετάλλευση πλοίων, εγκαταστάσεων ή αεροσκαφών, σύμφωνα με το σημείο 1 υπό α), ιδίως κάθε ζημία σχετικά με το ναύλο ή τη ναύλωση.
4. Κάθε άλλος κίνδυνος που συνδέεται προς έναν από τους αναφερόμενους στα σημεία 1 ως 3.»

Άρθρο 10

Ο τίτλος II τμήμα 4 της συμβάσεως του 1968 αντικαθίσταται από τις εξής διατάξεις:

«Τμήμα 4

Διεθνής δικαιοδοσία σε συμβάσεις καταναλωτών

Άρθρο 13

Σε συμβάσεις που ο σκοπός τους μπορεί να θεωρηθεί ξένος προς την επαγγελματική δραστηριότητα αυτού που τις καταρτίζει, και που άποκαλείται στη συνέχεια «καταναλωτής», ή διεθνής δικαιοδοσία καθορίζεται από τις διατάξεις του παρόντος τμήματος, με την επιφύλαξη του άρθρου 4 και του άρθρου 5 σημείο 5:

1. όταν πρόκειται για πώληση ενσώματων κινητών με τμηματική καταβολή του τιμήματος, ή
2. όταν πρόκειται για δάνειο με σταδιακή εξόφληση ή για άλλη πιστωτική συναλλαγή συνδεόμενη με τη χρηματοδότηση αγοράς ενσώματων κινητών, ή
3. για κάθε άλλη σύμβαση που έχει ως άντικείμενο παροχή υπηρεσιών ή προμήθεια ενσώματων κινητών, άν
 - α) πριν από την κατάρτιση της σύμβασεως, έγινε στο κράτος της κατοικίας του καταναλωτή ειδική προσφορά ή διαφήμιση, και
 - 6) ο καταναλωτής ολοκλήρωσε στο κράτος αυτό τις άπαραίτητες για την κατάρτιση της σύμβασεως πράξεις.

Όταν ο άντισυμβαλλόμενος του καταναλωτή δεν έχει κατοικία στο έδαφος συμβαλλόμενου κράτους, αλλά διαθέτει ύποκατάστημα, πρακτορείο ή άλλη εγκατάσταση σε συμβαλλόμενο κράτος, θεωρείται, ως προς τις διαφορές τις σχετικές με την εκμετάλλευσή τους, ότι έχει την κατοικία του στο έδαφος του κράτους αυτού.

Τό παρόν τμήμα δεν εφαρμόζεται στις συμβάσεις μεταφοράς.

Άρθρο 14

Η άγωγή καταναλωτή κατά του άντισυμβαλλομένου μπορεί να άσκηθει, είτε ένώπιον των δικαστηρίων του συμβαλλόμενου κράτους στο έδαφος του όποιου έχει την κατοικία του ο άντισυμβαλλόμενος είτε ένώπιον των δικαστηρίων του συμβαλλόμενου κράτους στο έδαφος του όποιου έχει την κατοικία του ο καταναλωτής.

Η άγωγή του άντισυμβαλλομένου κατά του καταναλωτή μπορεί να άσκηθει μόνον ένώπιον των δικαστηρίων του συμβαλλόμενου κράτους στο έδαφος του όποιου έχει την κατοικία του ο καταναλωτής.

Οι διατάξεις αυτές δεν θίγουν τό δικαίωμα άσκήσεως άνταγωγής ένώπιον του δικαστηρίου στο όποιο είναι έκκρεμής ή κύρια άγωγή που έχει είσαχθεί σύμφωνα με τις διατάξεις του παρόντος τμήματος.

Άρθρο 15

Παρέκκλιση από τις διατάξεις του παρόντος τμήματος είναι δυνατή μόνον με συμφωνίες:

1. μεταγενέστερες από τη γένεση της διαφοράς, ή
2. που επιτρέπουν στον καταναλωτή να προσφύγει και σε άλλα δικαστήρια εκτός από αυτά που προδίδονται στο παρόν τμήμα, ή
3. που, έχοντας συναφθεί άνάμεσα σε καταναλωτή και άντισυμβαλλόμενο με κατοικία ή συνήθη διαμονή κατά τό χρόνο συνάψεως της σύμβασεως στο ίδιο συμβαλλόμενο κράτος, άπονέμουν διεθνή δικαιοδοσία στα δικαστήρια του κράτους αυτού, εκτός άν τό δικαίο του άπαγορεύει τέτοιες συμφωνίες.»

Άρθρο 11

Τό άρθρο 17 της σύμβασεως του 1968 αντικαθίσταται από τις εξής διατάξεις:

«Άρθρο 17

Άν τά μέρη, από τά όποια ένα τουλάχιστον έχει την κατοικία του στο έδαφος συμβαλλόμενου κράτους, συμφώνησαν ότι ένα δικαστήριο ή τά δικαστήρια συμβαλλόμενου κράτους θά δικάζουν τις διαφορές που έχουν προκύψει ή που θά προκύψουν από συγκεκριμένη έννομη σχέση, τό δικαστήριο αυτό ή τά δικαστήρια του κράτους αυτού έχουν άποκλειστική διεθνή δικαιοδοσία. Μιά τέτοια συμφωνία διεθνούς δικαιοδοσίας πρέπει να καταρτισθεί είτε γραπτά είτε προφορικά με γραπτή επιβεβαίωση, είτε, στο διεθνές

έμποριο, υπό τύπο ανταποκρινόμενο στις συνήθειες του διεθνούς εμπορίου που τα μέρη γνωρίζουν ή οφείλουν να γνωρίζουν. Όταν μιά τέτοια συμφωνία καταρτίζεται από μέρη εκ των οποίων κανένα δεν έχει την κατοικία του στο έδαφος συμβαλλόμενου κράτους, τα δικαστήρια των άλλων συμβαλλόμενων κρατών δεν μπορούν να δικάσουν τη διαφορά, εφόσον το ή τα υποδειχθέντα δικαστήρια δεν έχουν διαπιστώσει την έλλειψη διεθνούς δικαιοδοσίας τους.

Τό δικαστήριο ή τα δικαστήρια συμβαλλόμενου κράτους στα όποια απονέμει διεθνή δικαιοδοσία ή συστατική πράξη ενός trust, έχουν αποκλειστική διεθνή δικαιοδοσία ως προς άγωγές κατά του ιδρυτή, του trustee ή του δικαιούχου ενός trust, αν πρόκειται για σχέσεις μεταξύ των προσώπων αυτών ή για δικαιώματα ή υποχρεώσεις τους από το trust.

Οι συμφωνίες διεθνούς δικαιοδοσίας καθώς και οι ανάλογες ρητρες της συστατικής πράξεως του trust δεν παράγουν αποτελέσματα αν είναι αντίθετες προς τις διατάξεις των άρθρων 12 και 15 ή αν τα δικαστήρια, τη διεθνή δικαιοδοσία των οποίων αποκλείουν, έχουν αποκλειστική διεθνή δικαιοδοσία σύμφωνα με το άρθρο 16.

Αν συμφωνία διεθνούς δικαιοδοσίας έχει καταρτισθεί προς όφελος μόνο ενός μέρους, το μέρος αυτό διατηρεί το δικαίωμα να προσφύγει σε κάθε άλλο δικαστήριο που έχει διεθνή δικαιοδοσία σύμφωνα με την παρούσα σύμβαση.»

Άρθρο 12

Τό άρθρο 20 δεύτερη παράγραφος της συμβάσεως του 1968 αντικαθίσταται από τις εξής διατάξεις:

«Ο δικαστής οφείλει να αναστείλει τη διαδικασία εφόσον δεν διαπιστώνεται ότι ο έναγόμενος αυτός ήταν σε θέση να παραλάβει το εισαγωγικό έγγραφο της δίκης ή άλλο ισοδύναμο έγγραφο εντός της αναγκαίας για την άμυνά του προθεσμίας ή ότι καταβλήθηκε κάθε επιμέλεια για το σκοπό αυτό.»

Άρθρο 13

1. Τό άρθρο 27 σημείο 2 της συμβάσεως του 1968 αντικαθίσταται από τις εξής διατάξεις:

«2. αν το εισαγωγικό έγγραφο της δίκης ή άλλο ισοδύναμο έγγραφο δεν έχει επιδοθεί στον έρμολογήσαντα έναγόμενο κανονικά και εγκαίρως ώστε να μπορεί να άμυνθεί.»

2. Τό άρθρο 27 της συμβάσεως του 1968 συμπληρώνεται με τις εξής διατάξεις:

«5. αν είναι άσυμπίδαστη μία απόφαση που εκδόθηκε προγενέστερα μεταξύ των ίδιων διαδίκων και με το ίδιο αντικείμενο και την ίδια αίτία σε μη συμβαλλόμενο κράτος, εφόσον η απόφαση αυτή συγκεντρώνει τις προϋποθέσεις που άπαιτούνται για την άναγνώρισή της στο κράτος άναγνώρισεως.»

Άρθρο 14

Τό άρθρο 30 της συμβάσεως του 1968 συμπληρώνεται με την εξής παράγραφο:

«Τό δικαστήριο συμβαλλόμενου κράτους ένώπιον του οποίου γίνεται επίκληση της άναγνώρισεως άποφάσεως που εκδόθηκε στην Ίρλανδία ή τό Ήνωμένο Βασίλειο και ή εκτέλεση της όποίας έχει άνασταλεί στο κράτος προελεύσεως λόγω άσκήσεως ένδίκων μέσων, μπορεί να άναστείλει τη διαδικασία.»

Άρθρο 15

Τό άρθρο 31 της συμβάσεως του 1968 συμπληρώνεται με την εξής παράγραφο:

«Πάντως, στο Ήνωμένο Βασίλειο, μιά τέτοια άπόφαση εκτελείται στην Άγγλία και Ουαλία, τη Σκωτία ή τη Βόρεια Ίρλανδία, άφου προηγουμένως με αίτηση όποιουδήποτε ένδιαφερομένου ή άπόφαση αυτή έγγραφεί προς εκτέλεση στο αντίστοιχο τμήμα του Ήνωμένου Βασιλείου.»

Άρθρο 16

Τό άρθρο 32 πρώτη παράγραφος της συμβάσεως του 1968 αντικαθίσταται από τις εξής διατάξεις:

«Η αίτηση υποβάλλεται:

- στο Βέλγιο, στο Tribunal de premiere instance ή στο Rechtbank van eerste aanleg·
- στη Δανία, στο Underret·
- στην Όμοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας, στον πρόεδρο τμήματος του Landgericht·
- στη Γαλλία, στον πρόεδρο του Tribunal de grande instance·
- στην Ίρλανδία, στο High Court·
- στην Ίταλία, στο Corte d'appello·
- στο Λουξεμβούργο, στον πρόεδρο του Tribunal d'arrondissement·
- στις Κάτω Χώρες, στον πρόεδρο του Arrondissementsrechtbank·
- στο Ήνωμένο Βασίλειο:

1. στην Άγγλία και Ουαλία, στο High Court of Justice ή, σε περίπτωση άποφάσεως ως προς ύποχρεώσεις διατροφής, στο Magistrate's Court μετά παραπομπή του Secretary of State,
2. στη Σκωτία, στο Court of Session ή, σε περίπτωση άποφάσεως ως προς ύποχρεώσεις διατροφής, στο Sheriff Court μετά άπό παραπομπή του Secretary of State,
3. στη Βόρεια Ίρλανδία, στο High Court of Justice ή, σε περίπτωση άποφάσεως ως προς ύποχρεώσεις διατροφής, στο Magistrate's Court, μετά άπό παραπομπή του Secretary of State.»

Άρθρο 17

Τό άρθρο 37 της συμβάσεως του 1968 αντικαθίσταται από τις εξής διατάξεις:

«Άρθρο 37

Η προσφυγή άσκειται κατά τη διαδικασία της άμφισδητουμένης δικαιοδοσίας:

- στο Βέλγιο, στο Tribunal de première instance ή στο Rechtbank van eerste aanleg·
- στη Δανία, στο Landsret·
- στην Όμοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας, στο Oberlandesgericht·
- στη Γαλλία, στο Cour d'appel·
- στην Ίρλανδία, στο High Court·
- στην Ίταλία, στο Corte d'appello·
- στο Λουξεμβούργο, στο Cour supérieure de justice, ως δευτεροβάθμιο πολιτικό δικαστήριο·
- στις Κάτω Χώρες, στο Arrondissementsrechtbank·
- στο Ήνωμένο Βασίλειο:
 1. στην Άγγλία και Ουαλία, στο High Court of Justice ή, σε περίπτωση άποφάσεως ως προς ύποχρεώσεις διατροφής, στο Magistrate's Court,
 2. στη Σκωτία, στο Court of Session ή, σε περίπτωση άποφάσεως ως προς ύποχρεώσεις διατροφής, στο Sheriff Court,
 3. στη Βόρεια Ίρλανδία, στο High Court of Justice ή, σε περίπτωση άποφάσεως ως προς ύποχρεώσεις διατροφής, στο Magistrate's Court.

Κατά της άποφάσεως επί της προσφυγής μπορεί νά άσκηθούν μόνο:

- στο Βέλγιο, τη Γαλλία, την Ίταλία, τό Λουξεμβούργο και τίς Κάτω Χώρες, pourvoi en cassation ή beroep in cassatie, ή ricorso in cassazione·
- στη Δανία, προσφυγή ενώπιον του Højesteret, με έγκριση του Ύπουργού Δικαιοσύνης·
- στην Όμοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας, Rechtsbeschwerde·
- στην Ίρλανδία, appeal ενώπιον του Supreme Court για νομικό ζήτημα·
- στο Ήνωμένο Βασίλειο, ένα μόνο appeal για νομικό ζήτημα.».

Άρθρο 18

Τό άρθρο 38 της συμβάσεως του 1968 συμπληρώνεται με την προσθήκη, μετά την πρώτη παράγραφο, νέας παραγράφου με τό εξής κείμενο:

«Αν ή άπόφαση έχει έκδοθει στην Ίρλανδία ή τό Ήνωμένο Βασίλειο κάθε ένδικο μέσο ή προσφυγή πού προβλέπεται στο κράτος προελεύσεως θεωρείται, για την έφαρμογή της πρώτης παραγράφου, ως τακτικό ένδικο μέσο.».

Άρθρο 19

Τό άρθρο 40 πρώτη παράγραφος της συμβάσεως του 1968 άντικαθίσταται από τίς εξής διατάξεις:

«Αν ή αίτησή του άπορριφθεί, ό αίτων μπορεί νά προσφύγει:

- στο Βέλγιο, στο Cour d'appel ή στο Hof van beroep·
- στη Δανία, στο Landsret·
- στην Όμοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας, στο Oberlandesgericht·
- στη Γαλλία, στο Cour d'appel·
- στην Ίρλανδία, στο High Court·
- στην Ίταλία, στο Corte d'appello·
- στο Λουξεμβούργο, στο Cour supérieure de justice, ως δευτεροβάθμιο πολιτικό δικαστήριο·
- στις Κάτω Χώρες, στο Gerechtshof·
- στο Ήνωμένο Βασίλειο:
 1. στην Άγγλία και Ουαλία, στο High Court of Justice ή, σε περίπτωση άποφάσεως ως προς ύποχρεώσεις διατροφής, στο Magistrate's Court,
 2. στη Σκωτία, στο Court of Session ή, σε περίπτωση άποφάσεως ως προς ύποχρεώσεις διατροφής, στο Sheriff Court,
 3. στη Βόρεια Ίρλανδία, στο High Court of Justice ή, σε περίπτωση άποφάσεως ως προς ύποχρεώσεις διατροφής, στο Magistrate's Court.».

Άρθρο 20

Τό άρθρο 41 της συμβάσεως του 1968 άντικαθίσταται από τίς εξής διατάξεις:

Άρθρο 41

Κατά της άποφάσεως επί της προσφυγής πού προβλέπεται στο άρθρο 40 μπορεί νά άσκηθούν μόνο:

- στο Βέλγιο, τη Γαλλία, την Ίταλία, τό Λουξεμβούργο και τίς Κάτω Χώρες, pourvoi en cassation ή beroep in cassatie, ή ricorso in cassazione·
- στη Δανία, προσφυγή ενώπιον του Højesteret, με έγκριση του Ύπουργού Δικαιοσύνης·
- στην Όμοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας, Rechtsbeschwerde·
- στην Ίρλανδία, appeal ενώπιον του Supreme Court για νομικό ζήτημα·
- στο Ήνωμένο Βασίλειο, ένα μόνο appeal για νομικό ζήτημα.».

Άρθρο 21

Τό άρθρο 44 της συμβάσεως του 1968 άντικαθίσταται από τίς εξής διατάξεις:

«Άρθρο 44

Ό αίτων στον όποιο έχει παρασχεθεί όλικά ή μερικά δωρεάν δικαστική άρωγή ή άπαλλαγή από έξοδα και δαπάνες στο κράτος προελεύσεως, άπολαμβάνει, στο πλαίσιο της διαδικασίας των άρθρων 32 ως 35, την ευμενέστερη μεταχείριση πού προβλέπει τό δίκαιο του κράτους έκτελέσεως σε σχέση με τη δωρεάν δικαστική άρωγή ή την άπαλλαγή από έξοδα και δαπάνες.

Προκειμένου για αίτηση εκτέλεσας απόφασης που έχει εκδοθεί στη Δανία από διοικητική αρχή ως προς υποχρεώσεις διατροφής, ο αίτων μπορεί να επικαλεσθεί, στο κράτος εκτέλεσας, το ευεργέτημα των διατάξεων της πρώτης παραγράφου, αν προσκομίσει έγγραφο του Δανικού Υπουργείου Δικαιοσύνης που να πιστοποιεί ότι συγκεντρώνει τις οικονομικές προϋποθέσεις για την ολική ή μερική παροχή της δωρεάς δικαστικής αρωγής ή απαλλαγής από έξοδα και δαπάνες.»

Άρθρο 22

Τό άρθρο 46 σημείο 2 της συμβάσεως του 1968 αντικαθίσταται από τις εξής διατάξεις:

- «2. αν πρόκειται για απόφαση έρμην, το πρωτότυπο ή κυρωμένο αντίγραφο εγγράφου που να αποδεικνύει ότι τό εισαγωγικό έγγραφο της δίκης ή άλλο ισοδύναμο έγγραφο έχει επιδοθεί στον έρμμοδικήσαντα διάδικο.»

Άρθρο 23

Τό άρθρο 53 της συμβάσεως του 1968 συμπληρώνεται μέ την εξής παράγραφο:

«Γιά νά καθορίσει αν trust έχει την έδρα του στό έδαφος συμβαλλόμενου κράτους σέ δικαστήριο του οποίου έχει άσκηθεί ή άγωγή, ό δικαστής εφαρμόζει τούς κανόνες του ίδιωτικού διεθνούς δικαίου του.»

Άρθρο 24

Τό άρθρο 55 της συμβάσεως του 1968 συμπληρώνεται μέ την προσθήκη των εξής συμβάσεων, που έντάσσονται στόν πίνακα κατά χρονολογική σειρά:

- τή σύμβαση μεταξύ του 'Ηνωμένου Βασιλείου και της Γαλλίας γιά τήν άμοιβαία εκτέλεση αποφάσεων σέ άστικές και έμπορικές υποθέσεις, συνοδευόμενη από πρωτόκολλο, που ύπογράφηκε στό Παρίσι στίς 18 'Ιανουαρίου 1934·
- τή σύμβαση μεταξύ του 'Ηνωμένου Βασιλείου και του Βελγίου γιά τήν άμοιβαία εκτέλεση αποφάσεων σέ άστικές και έμπορικές υποθέσεις, συνοδευόμενη από πρωτόκολλο, που ύπογράφηκε στίς Βρυξέλλες στίς 2 Μαΐου 1934·
- τή σύμβαση μεταξύ του 'Ηνωμένου Βασιλείου και της 'Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας γιά τήν άμοιβαία άναγνώριση και εκτέλεση αποφάσεων σέ άστικές και έμπορικές υποθέσεις, που ύπογράφηκε στή Βόννη στίς 14 'Ιουλίου 1960·
- τή σύμβαση μεταξύ του 'Ηνωμένου Βασιλείου και της 'Ιταλικής Δημοκρατίας γιά τήν άμοιβαία άναγνώριση και εκτέλεση αποφάσεων σέ άστικές και έμπορικές υποθέσεις, που ύπογράφηκε στή Ρώμη στίς 7 Φεβρουαρίου 1964, συνοδευόμενη από πρωτόκολλο που ύπογράφηκε στή Ρώμη στίς 14 'Ιουλίου 1970·
- τή σύμβαση μεταξύ του 'Ηνωμένου Βασιλείου και του Βασιλείου των Κάτω Χωρών γιά τήν άμοιβαία άναγνώριση και εκτέλεση αποφάσεων σέ άστικές υποθέσεις, που ύπογράφηκε στή Χάγη στίς 17 Νοεμβρίου 1967.

Άρθρο 25

1. Τό άρθρο 57 της συμβάσεως του 1968 αντικαθίσταται από τις εξής διατάξεις:

Άρθρο 57

‘Η παρούσα σύμβαση δέν θίγει τις συμβάσεις των όποιων τά συμβαλλόμενα κράτη είναι ή θά γίνουν μέρη και οι όποιες, σέ ειδικά θέματα, ρυθμίζουν τή διεθνή δικαιοδοσία, τήν άναγνώριση ή τήν εκτέλεση αποφάσεων.

Δέν θίγει, επίσης, τήν εφαρμογή διατάξεων που, σέ ειδικά θέματα, ρυθμίζουν τή διεθνή δικαιοδοσία, τήν άναγνώριση ή τήν εκτέλεση αποφάσεων και περιλαμβάνονται ή θά περιληφθούν σέ πράξεις των όργάνων των Εύρωπαϊκών Κοινοτήτων ή στίς ένδικές νομοθεσίες που έναρμονίζονται σέ εκτέλεση των πράξεων αυτών.»

2. Προς εξασφάλιση της ομοιόμορφης έρμηνείας του, τό άρθρο 57 πρώτη παράγραφος εφαρμόζεται μέ τόν ακόλουθο τρόπο:

- α) ‘Η σύμβαση του 1968, όπως τροποποιείται, δέν αποκλείει τή δυνατότητα ενός δικαστηρίου συμβαλλόμενου κράτους που είναι μέρος συμβάσεως σχετικής μέ ειδικό θέμα, νά θεμελιώσει τή διεθνή δικαιοδοσία του σέ μιά τέτοια σύμβαση, ακόμη και αν ό έναγόμενος κατοικεί στό έδαφος συμβαλλόμενου κράτους που δέν είναι μέρος της συγκεκριμένης συμβάσεως. Τό δικαστήριο εφαρμόζει σέ κάθε περίπτωση τό άρθρο 20 της συμβάσεως του 1968, όπως τροποποιείται.
- β) ‘Απόφαση έκδιδόμενη σέ συμβαλλόμενο κράτος από δικαστήριο που θεμελιώσε τή διεθνή δικαιοδοσία του σέ σύμβαση σχετική μέ ειδικό θέμα άναγνωρίζεται και εκτελείται στά άλλα συμβαλλόμενα κράτη σύμφωνα μέ τή σύμβαση του 1968, όπως τροποποιείται. ‘Αν τό κράτος προελεύσεως και τό κράτος άναγνώρισεως ή εκτέλεσεως είναι συμβαλλόμενα μέρη συμβάσεως σχετικής μέ ειδικό θέμα που ρυθμίζει τις προϋποθέσεις άναγνώρισεως ή εκτέλεσεως αποφάσεων, εφαρμόζονται οι προϋποθέσεις αυτές. Είναι πάντως δυνατή ή εφαρμογή των διατάξεων της συμβάσεως του 1968, όπως τροποποιείται, των σχετικών μέ τή διαδικασία άναγνώρισεως και εκτέλεσεως των αποφάσεων.

Άρθρο 26

Τό άρθρο 59 της συμβάσεως του 1968 συμπληρώνεται μέ την εξής παράγραφο:

«Κανένα συμβαλλόμενο κράτος δέν μπορεί πάντως νά δεσμευθεί έναντι τρίτου κράτους νά μήν άναγνωρίζει απόφαση που έχει εκδοθεί σέ άλλο συμβαλλόμενο κράτος από δικαστήριο του οποίου ή διεθνή δικαιοδοσία θεμελιώνεται στήν ύπαρξη ή κατάσχεση από τόν έναγοντα, στό κράτος αυτό, περιουσιακών στοιχείων του έναγομένου:

1. αν ή άγωγή άφορά τήν κυριότητα ή τή νομή των περιουσιακών αυτών στοιχείων, έχει ως αίτημα

τήν άδεια διαθέσεώς τους ή συνδέεται με άλλη επίδικη διαφορά αναφερόμενη σ' αυτά·

2. αν τά περιουσιακά στοιχεία συνιστούν τήν έγγύση άπαιτήσεως πού άποτελεί τό άντικείμενο τής άγωγής.».

Άρθρο 27

Τό άρθρο 60 τής συμβάσεως του 1968 αντικαθίσταται από τίς ακόλουθες διατάξεις:

«Άρθρο 60

Η παρούσα σύμβαση εφαρμόζεται στό εύρωπαϊκό έδαφος τών συμβαλλόμενων κρατών, περιλαμβανομένης καί τής Γροιλανδίας, στά ύπερπόντια γαλλικά διαμερίσματα καί έδάφη καθώς καί στό Μαγιόττε.

Τό Βασίλειο τών Κάτω Χωρών μπορεί, κατά τήν ύπογραφή ή τήν επικύρωση τής παρούσας συμβάσεως ή όποτεδήποτε μεταγενέστερα, νά δηλώσει, με γνωστοποίηση στό Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου τών Εύρωπαϊκών Κοινοτήτων, ότι ή παρούσα σύμβαση εφαρμόζεται στίς Όλλανδικές Άντίλλες. Έλλείψει σχετικής δηλώσεως, οι δίκες πού διεξάγονται στό εύρωπαϊκό έδαφος του Βασιλείου επί αίτήσεων άναιρέσεως κατά άποφάσεων τών δικαστηρίων τών Όλλανδικών Άντιλλών, θεωρούνται ότι διεξάγονται ένώπιον τών δικαστηρίων αυτών.

Κατά παρέκκλιση από τήν πρώτη παράγραφο, ή παρούσα σύμβαση δέν εφαρμόζεται:

1. στά νησιά Φερόε, έκτός αν τό Βασίλειο τής Δανίας προδεί σέ αντίθετη δήλωση·
2. στά έκτός του Ένωμένου Βασιλείου εύρωπαϊκά έδάφη τά όποια τό Ένωμένο Βασίλειο εκπροσωπεί διεθνώς, έκτός αν τό Ένωμένο Βασίλειο προδεί σέ αντίθετη δήλωση για ένα ή περισσότερα από τά έδάφη αυτά.

Οι δηλώσεις αυτές μπορεί νά γίνουν όποτεδήποτε, με γνωστοποίηση στό Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου τών Εύρωπαϊκών Κοινοτήτων.

Οι δευτεροβάθμιες διαδικασίες πού εισάγονται στό Ένωμένο Βασίλειο κατά άποφάσεων πού έχουν έκδοθει από τά δικαστήρια τών αναφερόμενων στήν τρίτη παράγραφο σημείο 2 έδαφων θεωρούνται ως διαδικασίες διεξαγόμενες ένώπιον τών δικαστηρίων αυτών.

Οι ύποθέσεις οι όποιες στό Βασίλειο τής Δανίας διέπονται από τόν άστικό δικονομικό νόμο για τά νησιά Φερόε (Lov for Faeroerne om rettens pleje), θεωρούνται ότι έκδικάζονται ένώπιον τών δικαστηρίων τών νησιών αυτών.».

Άρθρο 28

Τό άρθρο 64 περίπτωση γ) τής συμβάσεως του 1968 αντικαθίσταται από τίς ακόλουθες διατάξεις:

- «γ) τίς δηλώσεις πού κατατίθενται κατ' εφαρμογή του άρθρου 60.».

ΤΙΤΛΟΣ ΙΙΙ

Προσαρμογές του πρωτοκόλλου πού είναι προσαρτημένο στή σύμβαση του 1968

Άρθρο 29

Τό πρωτόκολλο πού είναι προσαρτημένο στή σύμβαση του 1968 συμπληρώνεται με τά ακόλουθα άρθρα:

Άρθρο Va

Σέ σχέση με τίς ύποχρεώσεις διατροφής, οι όροι «δικαστής» καί «δικαστήριο» περιλαμβάνουν καί τίς δανικές διοικητικές άρχες.

Άρθρο Vb

Σέ διαφορές μεταξύ πλοιάρχου καί μέλους πληρώματος πλοίου νηολογημένου στή Δανία ή τήν Ίρλανδία, σχετικά με τίς άποδοχές ή τούς άλλους όρους τής σχέσεως εργασίας, τά δικαστήρια συμβαλλόμενου κράτους όφείλουν νά έλέγχουν αν ό διπλωματικός ή προξενικός υπάλληλος, στήν άρμοδιότητα του όποιου ανήκει τό σκάφος, έχει ενημερωθεί για τή διαφορά. Μέχρι νά ενημερωθεί ό υπάλληλος αυτός, τά δικαστήρια όφείλουν νά άναστείλουν τή διαδικασία. Όφείλουν, άκόμη καί αυτεπάγγελτα, νά άποποιηθούν τήν άσκηση τής διεθνούς δικαιοδοσίας τους, αν ό υπάλληλος αυτός, άφου ενημερώθηκε δεόντως, άσκήσει τά καθήκοντα πού του άναγνωρίζονται στήν περίπτωση αυτή από προξενική σύμβαση ή, έφόσον δέν υπάρχει τέτοια σύμβαση, αν προβάλει άντιρρήσεις ως προς τή διεθνή δικαιοδοσία έντός τής προθεσμίας πού του τάσσεται.

Άρθρο Vγ

Όταν, για θέματα πού άφορούν τήν «residence» του άγγλικού κειμένου τής συμβάσεως τής σχετικής με τό εύρωπαϊκό δίπλωμα εύρεσιτεχνίας για τήν κοινή αγορά, πού ύπογράφηκε στό Λουξεμβούργο στίς 15 Δεκεμβρίου 1975, γίνεται, στά πλαίσια του άρθρου 69 παράγραφος 5 τής συμβάσεως αυτής, εφαρμογή τών άρθρων 52 καί 53 τής παρούσας συμβάσεως, ό όρος «residence» είναι ταυτόσημος με τόν όρο «domicile» τών προαναφερόμενων άρθρων 52 καί 53.

Άρθρο Vδ

Με τήν επιφύλαξη τής δικαιοδοσίας του Εύρωπαϊκού Γραφείου Διπλωμάτων Εύρεσιτεχνίας σύμφωνα με τή σύμβαση χορηγήσεως εύρωπαϊκών διπλωμάτων εύρεσιτεχνίας, πού ύπογράφηκε στό Μόναχο στίς 5 Όκτωβρίου 1973, τά δικαστήρια κάθε συμβαλλόμενου κράτους έχουν άποκλειστική διεθνή δικαιοδοσία, χωρίς νά λαμβάνεται ύπόψη ή κατοικία, σέ θέματα έγγραφης ή κύρους εύρωπαϊκού διπλώματος εύρεσιτεχνίας πού χορηγείται για τό Κράτος αυτό καί πού δέν είναι κοινοτικό δίπλωμα κατ' εφαρμογή τών διατάξεων του άρθρου 86 τής συμβάσεως τής σχετικής με τό εύρωπαϊκό δίπλωμα εύρεσιτεχνίας για τήν κοινή αγορά, πού ύπογράφηκε στό Λουξεμβούργο στίς 15 Δεκεμβρίου 1975.».

ΤΙΤΛΟΣ IV

Προσαρμογές του πρωτοκόλλου του 1971

Άρθρο 30

Τό άρθρο 1 του πρωτοκόλλου του 1971 συμπληρώνεται με τό ακόλουθο έδάφιο:

«Τό Δικαστήριο τών Εύρωπαϊκών Κοινοτήτων είναι επίσης αρμόδιο νά αποφαινείται επί τής έρμηνείας τής συμβάσεως γιά τήν προσχώρηση του Βασιλείου τής Δανίας, τής Ίρλανδίας και του Ήνωμένου Βασιλείου τής Μεγάλης Βρετανίας και Βόρειας Ίρλανδίας στη σύμβαση τής 27ης Σεπτεμβρίου 1968 καθώς και στο παρόν πρωτόκολλο.»

Άρθρο 31

Τό άρθρο 2 σημείο 1 του πρωτοκόλλου του 1971 αντικαθίσταται από τίς ακόλουθες διατάξεις:

- «1. — στό Βέλγιο: Cour de cassation — Hof van Cassatie και Conseil d'état — Raad van State·
- στη Δανία: Højesteret·
- στην Όμοσπονδιακή Δημοκρατία τής Γερμανίας: τά Oberste Gerichtshöfe des Bundes·
- στη Γαλλία: Cour de cassation και Conseil d'état·
- στην Ίρλανδία: Supreme Court·
- στην Ίταλία: Corte suprema di cassazione·
- στό Λουξεμβούργο: Cour supérieure de justice, ως άκυρωτικό·
- τίς Κάτω Χώρες: Hoge Raad·
- στό Ήνωμένο Βασίλειο: House of Lords και τά δικαστήρια πού έχουν κληθεί νά αποφανθούν βάσει του άρθρου 37 δεύτερη παράγραφος ή του άρθρου 41 τής συμβάσεως.»

Άρθρο 32

Τό άρθρο 6 σημείο 1 του πρωτοκόλλου του 1971 αντικαθίσταται από τίς ακόλουθες διατάξεις:

«Άρθρο 6

Ή παρούσα σύμβαση εφαρμόζεται στό εύρωπαϊκό έδαφος τών συμβαλλόμενων κρατών, περιλαμβανομένης και τής Γροιλανδίας, στά υπερίκοντα γαλλικά διαμερίσματα και έδάφη, καθώς και στό Mayotte.

Τό Βασίλειο τών Κάτω Χωρών δύναται, κατά τήν υπογραφή ή τήν επικύρωση τής παρούσας συμβάσεως ή όποτεδήποτε μεταγενέστερα, νά δηλώσει, με γνωστοποίηση στό Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου τών Εύρωπαϊκών Κοινοτήτων, ότι ή παρούσα σύμβαση εφαρμόζεται τίς Όλλανδικές Αντίλλες.

Κατά παρέκκλιση από τήν πρώτη παράγραφο, ή παρούσα σύμβαση δέν εφαρμόζεται:

1. στά νησιά Φερόε, εκτός εάν τό Βασίλειο τής Δανίας προδεί σέ αντίθετη δήλωση·

2. στά εκτός του Ήνωμένου Βασιλείου εύρωπαϊκά έδάφη τά όποια τό Ήνωμένο Βασίλειο εκπροσωπεί διεθνώς, εκτός αν τό Ήνωμένο Βασίλειο προδεί σέ αντίθετη δήλωση γιά ένα ή περισσότερα από τά έδάφη αυτά.

Οί δηλώσεις μπορεί νά γίνουν όποτεδήποτε, με γνωστοποίηση στό Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου τών Εύρωπαϊκών Κοινοτήτων.»

Άρθρο 33

Τό άρθρο 10 περίπτωση δ) του πρωτοκόλλου του 1971 αντικαθίσταται από τίς ακόλουθες διατάξεις:

- «δ) τίς δηλώσεις πού κατατίθενται κατ'έφαρμογή του άρθρου 6.»

ΤΙΤΛΟΣ V

Μεταβατικές διατάξεις

Άρθρο 34

1. Ή σύμβαση του 1968 και τό πρωτόκολλο του 1971, όπως τροποποιούνται από τήν παρούσα σύμβαση, εφαρμόζονται μόνο τίς άγωγές πού ασκούνται και στά δημόσια έγγραφα πού εκδίδονται μετά τήν έναρξη ισχύος τής παρούσας συμβάσεως στό κράτος προελεύσεως, και, όταν ζητείται ή αναγόριση ή ή εκτέλεση αποφάσεως ή δημόσιου εγγράφου, στό κράτος αναγνωρίσεως ή εκτελέσεως.

2. Στίς σχέσεις πάντως μεταξύ τών έξι κρατών μερών τής συμβάσεως του 1968, οι αποφάσεις πού εκδίδονται μετά τήν έναρξη ισχύος τής παρούσας συμβάσεως επί άγωγών πού θά έχουν άσκηθεί πριν από τήν ήμερομηνία αυτή, αναγνωρίζονται και εκτελούνται σύμφωνα με τίς διατάξεις του τίτλου III τής συμβάσεως του 1968, όπως τροποποιείται.

3. Έξάλλου, τίς σχέσεις μεταξύ τών έξι κρατών μερών τής συμβάσεως του 1968 και τών τριών κρατών πού αναφέρονται στό άρθρο 1 τής παρούσας συμβάσεως, καθώς και τίς σχέσεις μεταξύ τών τριών τελευταίων, οι αποφάσεις πού εκδίδονται μετά τήν ήμερομηνία έναρξεως ισχύος τής παρούσας συμβάσεως στό κράτος προελεύσεως και στό κράτος αναγνωρίσεως ή εκτελέσεως επί άγωγών πού θά έχουν άσκηθεί πριν από τήν ήμερομηνία αυτή, αναγνωρίζονται και εκτελούνται σύμφωνα με τίς διατάξεις του τίτλου III τής συμβάσεως του 1968, όπως τροποποιείται, αν ή διεθνής δικαιοδοσία έχει θεμελιωθεί σέ κανόνες συμφωνούς με τίς διατάξεις του τίτλου II, όπως τροποποιείται, ή με τίς διατάξεις συμβάσεως πού κατά τό χρόνο άσκήσεως τής άγωγής ίσχυε μεταξύ του κράτους προελεύσεως και του κράτους αναγνωρίσεως ή εκτελέσεως.

Άρθρο 35

Ήν, με έγγραφο προγενέστερο τής έναρξεως ισχύος τής παρούσας συμβάσεως, οι διάδικοι σέ διαφορά εκ συμβάσεως είχαν συμφωνήσει ότι εφαρμοστέο δίκαιο στη συγκεκριμένη σύμβαση θά είναι τό ιρλανδικό δίκαιο ή τό

δίκαιο μέρους του 'Ηνωμένου Βασιλείου, τὰ δικαστήρια τῆς 'Ιρλανδίας ἢ τοῦ μέρους αὐτοῦ τοῦ 'Ηνωμένου Βασιλείου διατηροῦν τὴν εὐχέρεια νὰ ἐκδικάσουν τὴ διαφορά αὐτή.

Ἄρθρο 36

Ἐπὶ τρία ἔτη μετὰ τὴν ἔναρξη ἰσχύος τῆς συμβάσεως τοῦ 1968 ἔναντι τοῦ Βασιλείου τῆς Δανίας καὶ τῆς 'Ιρλανδίας ἀντίστοιχα, ἡ διεθνὴς δικαιοδοσία σὲ θέματα ναυτικοῦ δικαίου σὲ καθένα ἀπὸ τὰ κράτη αὐτὰ καθορίζεται ὄχι μόνον σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τῆς ἀνωτέρω συμβάσεως, ἀλλὰ ἐπίσης σύμφωνα μὲ τὰ κατωτέρω σημεία 1 ὥς 6. Ὡστόσο, οἱ διατάξεις αὐτές θὰ παύσουν νὰ ἐφαρμόζονται σὲ καθένα ἀπὸ τὰ κράτη αὐτά, ὅταν ἡ διεθνὴς σύμβαση γιὰ τὴν ἐνοποίηση ὁρισμένων κανόνων σχετικῶν μὲ τὴ συντηρητικὴ κατάσχεση πλοίων, πού ὑπογράφηκε στίς Βρυξέλλες στίς 10 Μαΐου 1952, τεθεῖ σὲ ἰσχὺ ἔναντι αὐτῶν.

1. Πρόσωπο πού κατοικεῖ στό ἔδαφος συμβαλλόμενου κράτους μπορεῖ νὰ ἐναχθεῖ γιὰ ναυτικὴ ἀπαίτηση ἐνώπιον τῶν δικαστηρίων ἐνός τῶν προαναφερόμενων κρατῶν, ἐφόσον τὸ πλοῖο πού ἀφορᾷ ἡ ἀπαίτηση ἢ κάθε ἄλλο πλοῖο πού ἀνήκει στήν κυριότητά του ἔχει γίνεи ἀντικείμενο δικαστικῆς κατασχέσεως στό ἔδαφος τοῦ τελευταίου αὐτοῦ κράτους πρὸς ἐξασφάλιση τῆς ἀπαιτήσεως ἢ θὰ μπορούσε νὰ εἶχε κατασχεθεῖ ἐκεῖ, ἔχει ὅμως παρασχεθεῖ ἐγγύηση ἢ ἄλλου εἴδους ἀσφάλεια, στίς ἐξῆς περιπτώσεις:

- α) ἂν ὁ ἐνάγων κατοικεῖ στό ἔδαφος τοῦ κράτους αὐτοῦ·
- β) ἂν ἡ ναυτικὴ ἀπαίτηση ἔχει γεννηθεῖ στό κράτος αὐτό·
- γ) ἂν ἡ ναυτικὴ ἀπαίτηση ἔχει γεννηθεῖ στή διάρκεια πλοῦ κατὰ τὸν ὅποιον ἐπιβλήθηκε ἢ θὰ μπορούσε νὰ εἶχε ἐπιβληθεῖ ἢ κατάσχεση·
- δ) ἂν ἡ ἀπαίτηση ἀπορρέει ἀπὸ σύγκρουση ἢ ἀπὸ ζημία πού προκάλεσε πλοῖο εἴτε σὲ ἄλλο πλοῖο εἴτε σὲ πράγματα ἢ πρόσωπα πού δρῖσκονται πάνω σ' αὐτό, κατὰ τὴν ἐκτέλεση ἢ τὴν παράλειψη ἐκτελέσεως ἔλιγμου·
- ε) ἂν ἡ ἀπαίτηση ἔχει γεννηθεῖ ἀπὸ ἀρωγή ἢ διάσωση·
- στ) ἂν ἡ ἀπαίτηση εἶναι ἀσφαλισμένη μὲ ναυτικὴ ὑποθήκη ἢ ἄλλη ἐμπράγματη ἀσφάλεια συμβατικοῦ χαρακτήρα ἐπὶ τοῦ κατασχεθέντος πλοίου.

2. Μπορεῖ νὰ κατασχεθεῖ τὸ πλοῖο τὸ ὁποῖο ἀφορᾷ ἢ ναυτικὴ ἀπαίτηση ἢ κάθε ἄλλο πλοῖο πού ἀνήκει στό πρόσωπο πού ἦταν, κατὰ τὸ χρόνο γεννήσεως τῆς ἀπαιτήσεως, κύριος τοῦ πλοίου ἐκείνου. Γιὰ τὶς ἀπαιτήσεις πάντως πού προβλέπονται στό σημεῖο 5 ὑπὸ ξ), ο) ἢ π), μπορεῖ νὰ κατασχεθεῖ μόνον τὸ πλοῖο τὸ ὁποῖο ἀφορᾷ ἡ ἀπαίτηση.

3. Πλοῖα θεωροῦνται ὅτι ἔχουν τὸν ἴδιο κύριο ἐφόσον ὅλες οἱ μερίδες τῆς κυριότητος ἀνήκουν στό ἴδιο ἢ τὰ ἴδια πρόσωπα.

4. Σὲ περίπτωση ναυλώσεως πλοίου μὲ παράδοση τῆς θαλάσσιας διαχειρίσεως, ὅταν γιὰ ναυτικὴ ἀπαίτηση πού ἀφορᾷ πλοῖο εὐθύνεται μόνον ὁ ναυλωτής, μπορεῖ νὰ κατασχεθεῖ τὸ πλοῖο αὐτό ἢ κάθε ἄλλο πλοῖο πού ἀνήκει στό ναυλωτὴ αὐτόν, κανένα ὅμως ἄλλο πλοῖο πού ἀνήκει στὸν κύριο δέν μπορεῖ νὰ κατασχεθεῖ μὲ δάση αὐτὴ τὴ ναυτικὴ ἀπαίτηση. Τὸ ἴδιο ἰσχύει σὲ ὅλες τὶς περιπτώσεις κατὰ τὶς ὁποῖες γιὰ τὴ ναυτικὴ ἀπαίτηση εὐθύνεται πρόσωπο ἄλλο ἀπὸ τὸν κύριο.

5. Ὡς «ναυτικὴ ἀπαίτηση» νοεῖται τὸ δικαίωμα ἢ ἡ ἀξίωση πού πηγάζει ἀπὸ μία ἢ περισσότερες ἀπὸ τὶς ἐξῆς αἰτίες:

- α) ζημιές πού προκαλεῖ πλοῖο εἴτε μὲ σύγκρουση εἴτε μὲ ἄλλο τρόπο·
- β) ἀπώλεια ἀνθρώπινης ζωῆς ἢ σωματικὲς βλάβες πού προκαλοῦνται στό πλοῖο ἢ συνδέονται μὲ ἐκμετάλλευση πλοίου·
- γ) ἀρωγή καὶ διάσωση·
- δ) συμβάσεις σχετικὲς μὲ τὴ χρησιμοποίηση ἢ τὴ μίσθωση πλοίου μὲ ναυλοσύμφωνο ἢ μὲ ἄλλο τρόπο·
- ε) συμβάσεις σχετικὲς μὲ τὴ μεταφορά ἐμπορευμάτων μὲ πλοῖο δάσει ναυλοσυμφώνου, φορτωτικῆς ἢ μὲ ἄλλο τρόπο·
- στ) ἀπώλειες ἢ ζημιές σὲ ἐμπορεύματα καὶ ἀποσκευές πού μεταφέρονται μὲ πλοῖο·
- ζ) κοινὴ ἀβάρια·
- η) ναυτικὸ δάνειο·
- θ) ρυμούλκηση·
- ι) πλοήγηση·
- κ) προμήθεια προϊόντων ἢ ὑλικῶν, ἀνεξάρτητα ἀπὸ τὸν τόπο, γιὰ τὴν ἐκμετάλλευση ἢ συντήρηση τοῦ πλοίου·
- λ) κατασκευή, ἐπισκευή, ἐξοπλισμὸ πλοίου ἢ δαπάνες λιμενισμοῦ·
- μ) μισθοὺς πλοιάρχου, ἀξιωματικῶν ἢ μελῶν τοῦ πληρώματος·
- ν) δαπάνες τοῦ πλοιάρχου καὶ δαπάνες πού ἐνεργοῦνται ἀπὸ φορτωτές, ναυλωτές ἢ πράκτορες γιὰ λογαριασμὸ τοῦ πλοίου ἢ τοῦ κυρίου του·
- ξ) διαφορὲς σχετικὲς μὲ τὴν κυριότητα πλοίου·
- ο) διαφορὲς μεταξὺ συμπλοιοκτητῶν ὡς πρὸς τὴν κυριότητα, τὴ νομή, τὴν ἐκμετάλλευση ἢ τὰ δικαιώματα στό προϊόν ἐκμεταλλεύσεως τοῦ πλοίου πού τελεῖ ὑπὸ συμπλοιοκτησία·
- π) ναυτικὴ ὑποθήκη ἢ ἄλλη ἐμπράγματη ἀσφάλεια συμβατικοῦ χαρακτήρα σὲ πλοῖο.

6. Στὴ Δανία, ὁ ὅρος «συντηρητικὴ κατάσχεση» καλύπτει, ὅσον ἀφορᾷ τὶς ναυτικὲς ἀπαιτήσεις τῶν παραπάνω περιπτώσεων ξ) καὶ ο), τὸ «forbud», ἐφόσον ἡ διαδικασία αὐτὴ εἶναι ἡ μόνη δυνατὴ στὴ συγκεκριμένη περίπτωση σύμφωνα μὲ τὰ ἀρθρα 646 ὡς 653 τοῦ νόμου πολιτικῆς δικονομίας (Lov om retsens pleje).

ΤΙΤΛΟΣ VI

Τελικές διατάξεις

Άρθρο 37

Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων διαβιβάζει στις Κυβερνήσεις του Βασιλείου της Δανίας, της Ιρλανδίας και του Ηνωμένου Βασιλείου της Μεγάλης Βρετανίας και Βόρειας Ιρλανδίας κυρωμένο αντίγραφο της συμβάσεως του 1968 και του πρωτοκόλλου του 1971 στη γαλλική, τη γερμανική, την ιταλική και την ολλανδική γλώσσα.

Τα κείμενα της συμβάσεως του 1968 και του πρωτοκόλλου του 1971 στην αγγλική, τη δανική και την ιρλανδική γλώσσα προσαρτώνται στην παρούσα σύμβαση. Τα κείμενα στην αγγλική, δανική και ιρλανδική γλώσσα είναι εξίσου αυθεντικά με τα πρωτότυπα κείμενα της συμβάσεως του 1968 και του πρωτοκόλλου του 1971.

Άρθρο 38

Η παρούσα σύμβαση θά επικυρωθεί από τα υπογράφοντα κράτη. Τα έγγραφα επικυρώσεως θά κατατεθούν στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων.

Άρθρο 39

Η παρούσα σύμβαση θά αρχίσει να ισχύει, μεταξύ των κρατών που θά την έχουν επικυρώσει, την πρώτη μέρα

του τρίτου μήνα που ακολουθεί την κατάθεση του τελευταίου εγγράφου επικυρώσεως από τα αρχικά Κράτη μέλη της Κοινότητας και από ένα νέο Κράτος μέλος.

Για κάθε νέο Κράτος μέλος που θά την επικυρώσει μεταγενέστερα, θά αρχίσει να ισχύει την πρώτη μέρα του τρίτου μήνα που ακολουθεί την κατάθεση του δικού του εγγράφου επικυρώσεως.

Άρθρο 40

Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων γνωστοποιεί στα υπογράφοντα κράτη:

- α) την κατάθεση κάθε εγγράφου επικυρώσεως·
- β) τις ημερομηνίες έναρξεως ισχύος της παρούσας συμβάσεως για τα συμβαλλόμενα κράτη.

Άρθρο 41

Η παρούσα σύμβαση συντάσσεται σε ένα μόνο αντίτυπο στην αγγλική, γαλλική, γερμανική, δανική, ιρλανδική, ιταλική και ολλανδική γλώσσα. Τα επτά κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά. Η σύμβαση θά κατατεθεί στο αρχείο της Γραμματείας του Συμβουλίου των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων. Ο Γενικός Γραμματέας θά διαβιβάζει κυρωμένο αντίγραφο στην κυβέρνηση κάθε υπογράφοντος κράτους.

Σε πίστωση των ανωτέρω οι υπογράφοντες πληρεξούσιοι έθεσαν την υπογραφή τους κάτω από την παρούσα σύμβαση.

Έγινε στο Λουξεμβούργο, στις έννιά Όκτωβρίου χίλια έννιακόσια έβδομήντα όκτώ.

Γιά την Αύτου Μεγαλειότητα τό Βασιλιά των Βέλγων,

Renaat VAN ELSLANDE

Γιά την Αύτης Μεγαλειότητα τή Βασίλισσα της Δανίας,

Nathalie LIND

Γιά τον Πρόεδρο της Όμοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας,

Hans-Jochen VOGEL

Γιά τον Πρόεδρο της Γαλλικής Δημοκρατίας,

Alain PEYREFITTE

Γιά τον Πρόεδρο της Όρλανδίας,

Gerard COLLINS

Γιά τον Πρόεδρο της Όταλικής Δημοκρατίας,

Paolo BONIFACIO

Γιά την Αύτου Βασιλική Όψηλότητα τό Μεγάλο Δούκα του Λουξεμβούργου,

Robert KRIEPS

Γιά την Αύτης Μεγαλειότητα τή Βασίλισσα των Κάτω Χωρών,

J. de RUITER

Γιά την Αύτης Μεγαλειότητα τή Βασίλισσα του Όνωμένου Βασιλείου της Μεγάλης Βρετανίας καί Βόρειας Όρλανδίας,

Elwyn JONES

ΚΟΙΝΗ ΔΗΛΩΣΗ

ΟΙ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΟΙ ΤΩΝ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΝ ΤΩΝ ΚΡΑΤΩΝ ΜΕΛΩΝ ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΑΪΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΗΣ ΚΟΙΝΟΤΗΤΑΣ, ΠΟΥ ΣΥΝΗΛΘΑΝ ΣΤΟ ΠΛΑΙΣΙΟ ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ,

ΕΠΙΘΥΜΩΝΤΑΣ νά εξασφαλίσουν, σύμφωνα με τό πνεύμα της συμβάσεως της 27ης Σεπτεμβρίου 1968, τήν όσο τό δυνατό μεγαλύτερη όμοιομορφία της διεθνούς δικαιοδοσίας καί σέ υποθέσεις ναυτικού δικαίου,

ΕΚΤΙΜΩΝΤΑΣ ότι ή διεθνής σύμβαση γιά τήν ένοποίηση όρισμένων κανόνων σχετικών με τή συντηρητική κατάσχεση πλοίων, πού υπογράφηκε στίς Βρυξέλλες στίς 10 Μαΐου 1952, περιλαμβάνει διατάξεις γιά τή διεθνή δικαιοδοσία,

ΕΚΤΙΜΩΝΤΑΣ ότι όλα τά Κράτη μέλη δέν είναι μέρη στήν άνωτέρω σύμβαση,

ΕΚΦΡΑΖΟΥΝ ΤΗΝ ΕΥΧΗ όσα παράκτια Κράτη μέλη δέν έχουν ακόμη γίνει συμβαλλόμενα μέρη στή σύμβαση της 10ης Μαΐου 1952, νά τήν επικυρώσουν ή νά προσχωρήσουν σέ αυτή τό ταχύτερο δυνατό.

Σέ πίστωση των άνωτέρω οι υπογράφοντες πληρεξούσιοι έθεσαν τήν υπογραφή τους κάτω από τήν παρούσα κοινή δήλωση.

Έγινε στό Λουξεμβούργο, στίς έννιά Όκτωβρίου χίλια έννιακόσια έβδομήντα όκτώ.

Γιά τήν Αύτου Μεγαλειότητα τό Βασιλιά των Βέλγων,

Renaat VAN ELSLANDE

Γιά τήν Αύτης Μεγαλειότητα τή Βασίλισσα της Δανίας,

Nathalie LIND

Γιά τόν Πρόεδρο της Όμοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας,

Hans-Jochen VOGEL

Γιά τόν Πρόεδρο της Γαλλικής Δημοκρατίας,

Alain PEYREFITTE

Γιά τόν Πρόεδρο της Όρλανδίας,

Gerard COLLINS

Γιά τόν Πρόεδρο της Όταλικής Δημοκρατίας,

Paolo BONIFACIO

Γιά τήν Αύτου Βασιλική Όψηλότητα τό Μεγάλο Δούκα του Λουξεμβούργου,

Robert KRIEPS

Γιά τήν Αύτης Μεγαλειότητα τή Βασίλισσα των Κάτω Χωρών,

J. de RUITER

Γιά τήν Αύτης Μεγαλειότητα τή Βασίλισσα του Όνωμένου Βασιλείου της Μεγάλης Βρετανίας καί Βόρειας Όρλανδίας,

Elwyn JONES